

Lys Rouge

Revue trimestrielle d'études et de débats de la N.A.R.



ISSN 0250-4428
Commission paritaire:
62187

Mai 1988
n°38 - 25 F

Faillite de la politique

Si l'on additionne les votes « protestataires » et les abstentions, on arrive à une moitié de Français qui a montré, lors du premier tour de l'élection présidentielle, son refus de se reconnaître dans les partis de gouvernement. Qui cela peut-il étonner ?

Entre les deux tours une campagne en direction des candidats disait qu'une loi d'orientation du 30 juin 1975 (donc votée par la droite), conjuguée avec la loi de décentralisation du 2 mars 1982 (votée par la gauche) rendait le sort des handicapés profonds intenable à partir de leur vingt ans... Combien d'autres catégories de gens ont le sentiment que, de droite ou de gauche, les hommes politiques ne pensent pas aux choses importantes quand ils prennent les décisions qui orientent notre vie ?

Par mépris des travailleurs ou par naïveté, les dirigeants de gauche ont favorisé le développement d'une nouvelle classe de rentiers (des enrichis sans travail). Les effets pervers de la loi Quillot, de l'impôt sur les grandes fortunes, des nationalisations et des réformes libérales de la Bourse ont fait plus d'un heureux. Mais dans le même temps toute une catégorie de la population a vu son sort fragilisé.

Prenons un exemple que tout le monde connaît : pour devenir locataire d'un appartement dans une grande ville il faut aujourd'hui fournir des justifications inimaginables au début des années 70, et y consacrer une part de ses revenus bien plus importante que ceux qui sont déjà logés. L'inégalité s'accroît entre ceux qui ont fait leur trou dans la société et ceux qui (re)débutent. Lors des discussions parlementaires sur la loi Quillot, je me souviens d'un débat à la radio où le président de la FNAIM avait parfaitement décrit ce qu'elle allait provoquer, étant donné l'étroitesse du marché. Qui ne connaît un vieillard entêté, une bourgeoisie excitée, mais aussi des cabinets immobiliers et des sociétés d'assurance qui ont profité de certaines failles de la loi pour faire craquer le système en retirant leurs appartements du marché, et cela parfois à leur propre détriment ? Rien n'avait été prévu pour contrer cette réaction, pourtant prévisible, des propriétaires. Les collaborateurs de M. Quillot n'avaient-ils donc jamais participé à un conseil syndical de copropriétaires ?

Mais il y a tant d'autres exemples particuliers qui montrent que la plupart des décisions sont prises sans

aucune psychologie, sans mesurer leurs conséquences négatives. Les énormes bêtises des hommes de droite ne se comptent plus. L'innocence en politique est un crime (oui M. Devaquet !). Et l'imbécillité n'est pas une excuse (non M. Pons !).

Est-il besoin de rappeler que l'Etat s'est montré incapable de prévoir le phénomène de la nouvelle pauvreté ou trop longtemps incapable de protéger les transfusés sanguins du virus du Sida ? Pour chaque problème ou presque il s'est trouvé de grandes voix pour pousser des cris d'alarme, des bénévoles pour prendre des initiatives privées, mais le dialogue avec les politiques se fait chaque fois attendre.

On sait ici que la politique ne peut agir que « sur les marges », ne peut qu'accompagner les mouvements qui affectent les sociétés. Encore faut-il que ce travail minimum soit fait, ce qui suppose esprit d'écoute, esprit de dialogue, esprit d'arbitrage... Les partis politiques français, aveuglés par leur volonté de puissance, ayant bradé les principes sur lesquels ils s'étaient fondés, n'en sont plus du tout capables. Il n'y a pas de quoi se réjouir.

F. A.

IDEES

- Un étrange Edmund Burke, par Norbert Col (page 3)

HUMEURS

- Sans-culottes et Nazis, par Paul Chassard (page 6)

LECTURE

- Gustave Thibon: paroles écrites, par Frédéric Aimard (page 10)

LETTRES

- «Le Messager», nouvelle inédite de Marc Desaubiaux (page 11)

- Les Daudet, par Michel Fontaurelle (page 31)

HISTOIRE

- Inventaire de la presse royaliste de 1971 à nos jours (page 36)

La FRANCE **Monarchiste**

Ce tract a été diffusé par les militants du PCF à Villejuif, la veille du premier tour des élections présidentielles d'avril 1988.

**LE PRINCE
ALPHONSE
DE BOURBON**



**NOUVELLE
ACTION ROYALISTE
Bertrand Renouvin**



VOTEZ FRANÇOIS MITTERRAND

Parce que c'est un homme courageux et qu'il se conduit de façon royale, il est le seul à mériter le fauteuil de l'Elysée, il aurait pu tout aussi bien régner à Versailles ou au Louvre.

Cet homme est des nôtres, il est de la lignée des grands seigneurs, des conquérants du royaume de France.

Jugez-en : à Rennes, devant une foule en délire, sifflant et vitupérant ses propos, il n'a pas reculé face à la populace hostile. Il a dit :

« Oui, dans l'actuelle majorité il y a des hommes de valeur, des hommes excellents, il y en a. Croyez-moi, je les vois, il m'arrive de les fréquenter. »

« Nous ne sommes pas les bons ; ils ne sont pas les méchants ».

Avouez qu'il faut un certain panache pour oser tenir tête à ce petit peuple.

Et puis, il faut savoir le reconnaître, c'est un homme de plus en plus libre à l'égard des partis et qui a montré pendant sept ans qu'il avait vraiment le sens de l'Etat.

En se prononçant pour la paix sociale, il nous met à l'abri d'un déferlement du mouvement social qui réclamerait l'augmentation des salaires et retraites, le SMIC à 6 000 F, et pourquoi pas la lune ?...

Avec F. Mitterrand, nous serons épargnés de ces démagogies dangereuses, les profits seront protégés, la vraie France sera sauvegardée.

**AVEC NOUS, ROYALISTES,
ASSUREZ L'ELECTION
DE FRANÇOIS MITTERRAND**

Un étrange Burke

Dans l'opuscule (1) brutalement contre-révolutionnaire que vient de consacrer Yves Chiron à un Burke qui n'en demandait certainement pas tant, la **pensée contre** n'aura jamais été aussi proche de l'absence de pensée. Il faudrait tout d'abord s'accrocher au titre: mais vite à bout de souffle, Chiron sauvera les apparences au moyen d'une biographie - et de la bien creuse et larmoyante allocution de Pie VI pour la mort de Louis XVI, substantielle addition qui lui permettra de glisser un hommage au «grand critique et poète Pierre Pascal», comme il aura ailleurs payé son tribut à des personnalités aussi irréfutables que l'abbé de Nantes et Michel Villey. Cela, **Alexandre** de Tocqueville et l'incompressible recours aux incises des prédecesseurs, - remplissage et distraction, mais aussi, utilisation de Burke à des fins qui n'ont rien de désintéressé.

FONDER LES DROITS DE L'HOMME

Mieux vaudrait quand même aller voir ce qu'a réellement écrit Burke; mais cela donnera,

sur la question des Droits de l'Homme, un exemple tout chaud de récupération. Pour Chiron, en veine de distingos linguistiques, «*Burke opposera aux droits de l'Homme («rights of Man») abstraits, absolus et jamais suffisamment assurés «les droits des hommes» (rights of men) concrets, précis et, surtout, il les considèrera dans le cadre réel et présent de la société*» (2). Cette opposition intervient tardivement chez Burke, après la publication du **Rights of Man** de Thomas Paine qui semble fixer les termes du débat; Mais les **Réflexions** distinguaient, à l'intérieur même des «rights of men», entre ceux qui sont «faux» et «supposés», et ceux qui sont «réels» (3); j'ai même trouvé une opposition entre les «rights of men» abstraits et les «rights of Englishmen» concrets (4).

Rien donc de systématique dans la terminologie burkénne; l'important est ailleurs, aux antipodes de ce que croit la contre-révolution, même si le goût de Burke pour le paradoxe peut lui donner quelques excuses. Les droits existent chez lui en tant que tels, encore que son souci de ne

pas absolutiser l'Homme l'ait conduit à rester apparemment en-deçà de sa pensée profonde:

« Bien loin suis-je de nier en théorie: tout aussi loin mon cœur est-il de retenir en pratique (s'il était de mon pouvoir de donner ou de retenir) les véritables droits des hommes. En récusant leurs fausses prétentions de droit, je n'ai pas l'intention d'atteindre ceux-là qui sont véritables, et de ceux que leurs prétendus droits détruiraient entièrement » (5).

Gros bons sens, dira-t-on. La liste suit. Là, au fond, n'est pas l'important, mais bien plutôt dans cette dialectique qui vise à conserver autant que possible de l'abstrait, du personnel, lors du passage au social (et ici encore, tout frétilant de lire en Burke une antithèse à Rousseau, Chiron n'aura pas vu dans quel déchirement il annonce un retour à *l'animal politique*):

« Ces droits métaphysiques pénétrant dans la vie commune, tels des rayons de soleil qui transpercent un milieu opaque, sont, comme le veulent les lois de la nature, réfractés de leur ligne directe. De fait, dans la masse grossière et compliquée des passions et des soucis humains,

les droits primitifs des hommes subissent une telle variété de réfractions et de reflets, qu'il en devient absurde d'en parler comme s'ils poursuivaient leur chemin dans la simplicité de leur direction originelle (...) Les droits des hommes soumis à des gouvernements sont leurs avantages; et ceux-ci résident souvent en un équilibre entre différentes sortes de bien; en compromis, parfois, entre le bien et le mal; et parfois entre le mal et le mal» (6).

HISTOIRE ET VERITE

Quand on sait que pour Burke, la métaphysique est aussi vaine et haïssable - du moins le laisse-t-il entendre - que pour Voltaire, l'aveu est de poids. Nulle ironie, ici, qui chercherait à nier l'idée; mais sa recherche, au plus près de ce qu'elle a pu devenir en entrant chez nous; non pas une simple question de préférences dans une perspective utilitariste: les termes de **bien** et de **mal** renvoient de toute évidence à une loi; mais comment, de cette idée, garder le plus possible afin d'éviter à la fois le sacrifice de l'individu à la société et celui de la société à l'individu ?

Nul souci de cet ordre chez Chiron, mais un pauvre effort pour rattacher Burke à une pensée «traditionaliste». En renfort, Arnaud de Lassus, tout dressé contre le «*faire tout ce qui ne nuit pas à autrui*» - «*définition libérale de la société*» (7), qu'il entend fonder, lui, sur «*l'ordre du vrai et l'ordre du juste*»; mais est-il nécessaire de rappeler à Chiron qui la cite - comble d'infortune - la position de Burke: «*Quelle chose qu'un homme puisse*

faire séparément, sans empiéter sur d'autres, il a le droit de la faire» (8) ? Alors, Burke libéral ? Non certes, du moins pas en ceci. Mais un homme pour qui l'absolu est désiré plus que présent en ce monde, et ne peut être plus sous peine de le subvertir entièrement.

Ainsi passé à côté, Chiron lance des références de plus en plus inadéquates: voici venir Michel Villey, archange armé de la liberté de conscience contre les inquisiteurs en germe dans la Ligue des Droits de l'Homme et la Ligue contre le Racisme (9); mais comment faire admettre à l'un comme à l'autre que les Droits de l'homme déguisés en Madelons de la laïque ne renseignent que sur la défaillance d'une officine, et en rien sur le sens profond de ce qu'ils sont censés défendre ? Loin d'être un «*critique des droits de l'homme*», Burke sera au contraire le premier à essayer de les penser en fonction d'un retour à l'idée d'une société naturelle, pour incertain que soit ce retour en dépit de ce que l'on croit trop souvent.

Je ne sais pas si Yves Chiron exulte devant la subtile distinction entre *mon prochain* et *mon lointain* qui donne aux discours de Jean-Marie Le Pen leur inimitable saveur théologique; mais pour Burke, comme entre droit concret et droit abstrait, le prochain est pierre de touche d'un authentique amour de celui qui n'est déjà plus, ne peut être lointain: le «*petit peloton*», loin d'être refermé sur lui-même, ouvre sur le genre humain. Ne comptent pas, seuls, les droits des Anglais, dans la morale cynique d'un réalisme court. Mais Chiron aurait voulu procéder à une dévalorisation

systématique qu'il ne s'y serait pas pris autrement. La fameuse question du **préjugé** est le type même de cet enfermement:

«Plusieurs de nos spéculateurs, plutôt que de discréditer les préjugés généraux, emploient toute leur sagacité à découvrir la sagesse latente qui domine en eux. S'ils trouvent ce qu'ils recherchent, et rarement se trompent-ils, ils considèrent plus sage de perpétuer le préjugé, avec la raison qui s'y attache, que de jeter au loin le manteau du préjugé, et ne rien laisser que la raison toute nue; car le préjugé, avec sa raison, a un motif pour faire agir cette raison, et une affection qui lui donnera de la permanence (...) Le préjugé fait de la vertu de l'homme son habitude, et non pas une suite d'actes discontinus. Grâce à un juste préjugé, son devoir s'incorpore à sa nature» (10).

Il n'y a là rien de l'outrance d'un de Maistre, pour qui «*la superstition est un ouvrage avancé de la religion qu'il ne faut pas détruire*». Burke ne démolit pas ainsi, par indiscernement, ce qu'il s'agit de protéger. Au niveau où il se situe, celui d'une étude où le préjugé n'est pas accepté en tant que tel mais seulement en tant que sa vérification a fait paraître ce qu'il y a de juste en lui, c'est bien plutôt de *postjugé* qu'il faut parler. Qu'une classe de sages soit ainsi chargée d'un tri dont, par imbibition progressive, le peuple recueillerait les bienfaits, n'a rien de strictement contre-révolutionnaire ou d'obscurantiste; cette entreprise de l'intelligence ne se distingue en rien de la critique créatrice; mais vouloir, en outrant Burke lui-même, faire de cette démarche une antithèse terme à terme à celle des Lumières,

c'est lui donner autant de perspicacité qu'à Dupont-la-joie. Or ce qui le retient c'est, au fond, le jeu de la Vérité et de l'Histoire.

BURKE ET LE LIBÉRALISME

A ce stade se pose la question du libéralisme de Burke. Elle semble torturer en Chiron le non-dit du discours traditionaliste. Sur le libéralisme politique, Chiron l'hostile s'annexe Burke; or le terme de *libéral*, et ceux qui s'y rattachent, ne cessent de courir les **Réflexions**, dans une tonalité fort proche de ce qu'il y a de meilleur, ou de plus traditionnel, en 1789. Chiron, qui n'a pas remarqué cela, n'a garde, par contre, de lui reprocher son libéralisme économique, puisque « *réglementer l'économie risque (...) de porter atteinte au principe de la propriété* » (11). Chiron a sans doute des références maurrassiennes, hésite, se raccroche: « *Son libéralisme dans le domaine économique s'est toujours accompagné d'un conservatisme et d'un traditionalisme qui, dans les domaines politique et social, ont toujours aussi coloré son pragmatisme* » (12). Nous y voici. Stéphane Rials, d'ailleurs cité, nous a accoutumés à ces louanges d'un libéralisme anglo-saxon, traditionnel et « exigeant », pré-hayékien pour tout dire, et qui semble constituer le supplément d'âme de la droite française (13).

Il est quand même regrettable que la discussion du libéralisme politique soit ainsi esquivée. Tocqueville donne une assez bonne image, dans sa lettre du 14 janvier 1852 au comte de Chambord (14), de ce

que pourrait être une certaine postérité de Burke: la monarchie comme correctif à la passion démocratique, autrement dit la limitation du libéralisme par un principe de continuité. Sujet que n'aborde pas Chiron, qui élude avec la même intransigeance les pages les plus désolantes des **Réflexions**. Si Burke a conscience de la nécessité d'organismes caritatifs, redoute les effets de la Révolution sur les plus pauvres, il n'estime pas superflu de s'en aller compâtrer aux douleurs des possédants:

« Quelque pension charitable leur manque, à nos frères souvent très malheureux, pour remplir le lugubre vide régnant sur des esprits n'ayant rien sur terre à craindre ou espérer; quelque chose qui puisse les soulager de cette langueur mortelle, de cette lassitude lourde de tant de labeur qui touche ceux qui n'ont rien à faire » (15).

En de telles lignes - que le contexte ne permet malheureusement pas de ranger dans la catégorie « humour irlandais » -, s'exprime la faille toujours béante de la pensée contre-révolutionnaire, trop facilement capable de confondre ordre établi et tradition. Et

pourtant Burke n'a rien de ses continuateurs traditionalistes, rien de leurs déchirants appels à un pouvoir anti-libéral, goupillonné et botté, pour mieux assurer le libéralisme économique des possédants; Burke est-il en passe, comme Maurras naguère, d'être récupéré pour la lugubre défense de pieux notables ? L'un comme l'autre n'ont pas toujours fait ce qu'il aurait fallu pour y échapper; pourtant leur pensée mérite mieux, une fois sauvée d'elle-même et replacée dans le climat du temps: on s'aperçoit alors que leur recherche de la liberté va bien au-delà de ceux qui leur ont filouté leurs idées.

Norbert COL

(1) Yves Chiron *Edmund Burke et la Révolution française*, Ed. tèquei, 1987.

(2) Op. cit., p. 104.

(3) *réflexions on the Revolution in France*, Penguin, 1982, p. 149.

(4) id., p. 118.

(5) id., p. 149.

(6) id., pp. 152-153.

(7) « Philosophie de la Révolution et Droits de l'Homme », A.F.S., 1986, p. 23 - in Chiron, p. 104.

(8) *Réflexions*, p. 149.

(9) Michel Villey, « Correspondance », *Droits*, 1985, n°2.

(10) *Reflection*, p. 183.

(11) Chiron, op. cit., p. 149.

(12) id.

(13) *Voir Révolution et Contre-Révolution au 19^e siècle*, Duc-Albatros, 1987.

(14) id., pp. 161-6.

(15) *Reflections*, p. 201.

BULLETIN D'ABONNEMENT AU « LYS ROUGE »

à retourner à « Royaliste »

17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS

NOM/Prénom

Adresse

☐ s'abonne pour 4 n° et verse 50 F

☐ s'abonne pour 8 n° et verse 90 F

chèques à l'ordre de « Royaliste », CCP 18 104 06 N Paris

Sans-culottes et Nazis

Condorcet ne m'est a priori pas très sympathique. Au début des années 1971 nous tenions la permanence des lycéens royalistes au « Condorcet », un bitro sur la N. 20 à Bourg-la-Reine. Le patron était plutôt revêche. Il nous laissait la petite salle avec interdiction d'utiliser son précieux billard. Il craignait nos discussions parfois un peu bruyantes (c'était le moment de la scission d'où venait de naître la N.A.F.). Il nous obligeait à renouveler les consommations...

En théorie nous aurions dû tenir un « cercle » de formation doctrinale. L'esprit n'y était pas. La doctrine commençait à se fissurer, l'animateur n'en savait pas beaucoup plus que les autres « nafistes ». Si nous tenions permanence si loin du lycée Lakanal (autre conventionnel organisateur de l'éducation publique) c'était officiellement par crainte des intrusions gauchistes...

Il est vrai que la période était sporadiquement violente. Tout militant digne de ce nom avait son « nunchaku » (ou fléau japonais) pour les distributions

de tracts, son casque pour les manifs, sa bombe à peinture pour barbouiller les murs de slogans vengeurs...

Mais une autre violence justifiait le choix de ce café. L'animateur de notre groupe devait rester non loin de sa maison familiale car sa mère lui avait interdit de faire de la politique... Un petit frère devait le prévenir d'un subit accès de rage de cette Folcoche de banlieue et lui permettre de rentrer dare-dare, mais le petit frère jouait double jeu... Elle apprit que son aîné fréquentait les cafés !!! C'en fut terminé des permanences au Condorcet.

MERES ABUSIVES

J'avais quand même eu le temps de savoir l'origine du nom du café. C'est dans cette « auberge » en effet que le grand mathématicien, fuyant la tempête révolutionnaire dont il avait lui-même contribué à « semer le vent » - cf. le dicton -, s'était fait arrêter. Le lointain prédécesseur

du patron revêche était un Montagnard soupçonneux.

Le Girondin en fuite, profitant de la halte de la diligence, entra dans l'auberge, bizarrement accoutumé au goût des gens du cru, et voulut se restaurer. Pour faire simple sans doute ou rapide, il demanda une omelette. Il signait ainsi son arrêt de mort. « -

Combien d'œufs dans ton omelette, citoyen ? » « -

Douze ! » aurait-il répondu ! La preuve que l'on était en face d'un « aristocrate » sembla éclatante aux gens présents. Le pauvre homme fut arrêté sur le champ. Il devait mourir en prison peu après, échappant ainsi à la guillotine. Que l'on puisse mourir pour ne pas savoir faire une omelette, c'est-à-dire n'avoir jamais rien fait de ses dix doigts, m'a toujours semblé de la plus haute justice.

Mais, après tout, le ci-devant marquis était, jusqu'à un certain point comme mon camarade nafiste, victime des bizarreries de sa mère et de l'éducation qu'il avait reçue. Les époux Badinter, à « Apostrophes », et sur toutes les

radios nous racontent, pour faire la promotion de leurs récents livres (1), que sa mère l'avait habillé en fille jusqu'à l'âge de neuf ans (il s'appelait Marie Jean Antoine), puis qu'il avait souffert de divers sévices au collège des jésuites, contre lesquels il nourrira une tenace rancœur. Et de révéler à Bernard Pivot, devant le R.P. Carré un peu ébahi, que Condorcet concevra un almanach ou à chaque jour figurait, non pas la vie d'un saint, mais un crime de l'Eglise contre l'humanité !

UNE DEFENSE DES JESUITES

J'admire fort le « Canard enchaîné » d'avoir pris ici la défense des « terribles pères jésuites », sous la plume de Jean Clémentin (2). Mais c'est pour mieux condamner la mère :

« Les époux était touchants, l'autre soir, chez Pivot, et leur livre sur Condorcet est épatant. D'abord parce qu'il restitue avec clarté la figure de cet homme qui véritablement fut un grand homme par l'esprit et la générosité (...) Ensuite, parce que tout au long de l'ouvrage, on sent palpiter une émotion républicaine. En nos temps de cynisme tranquille et d'idéologies molles, quel rafraîchissement de découvrir un praticien de la chose publique ayant la passion des droits de l'homme et croyant à la perfectibilité de la nature humaine ! Condorcet attendait le progrès de l'espèce humaine par l'instruction, il avait la religion de l'homme, les Badinter aussi, c'est leur modèle et ils nous incitent à le faire nôtre. C'est une honnête proposition.

» L'admiration s'accommode souvent de candeur. L'ancien

avocat du « Canard » permettra qu'on prenne ici la défense de ces terribles pères jésuites que Condorcet haïssait tant et que toute sa vie il assassina. C'est, disent les auteurs, que, petit garçon il fut affreusement maltraité au collège. On saisit mal si ce fut par les régents ou par ses petits camarades. Le contexte donne un autre éclairage. Un gosse, jusque-là habillé et élevé en fille, est jeté dans la fosse aux lions, dans une compagnie de garçons élevés, eux, dans le culte de la virilité. Catastrophe: les jésuites n'avaient aucune faiblesse pour les femmelettes et devaient trouver excellent, ou en tout cas pas mauvais, que ses camarades entreprissent le redressement de cette demi-portion. Au lieu de s'en prendre à ses maîtres, le bon Condorcet eût dû cracher sur sa chère maman ».

LES BADINTER « REVISIONNISTES »

Mais la naïveté des époux Badinter, va plus loin encore. Je les entendais sur Europe 1, quelques jours avant leur « apostrophes » expliquer à Elkabbach l'arrestation de Condorcet dans l'auberge de Bourg-la-Reine. « Il faut comprendre: c'est comme si un résistant, pendant la dernière guerre, entraînait dans un café tenu par un milicien » (Montagnard = milicien ?). Et d'en rajouter en décrivant les affres du proscrit terré dans une chambre près du Luxembourg, avant sa fuite: « Il était dans la situation d'un juif poursuivi par les nazis ».

Cela me paraît psychologiquement très exact et bien de nature à faire comprendre aux auditeurs ce qu'était la Terreur robespierriste. Mais est-ce bien convenable de la part d'un homme et d'une femme de

gauche ? Alors que se préparent les fêtes du bi-centenaire de 1789 ? Qu'en pense notre ami Max Gallo qui dénonce en Chaunu ou Secher des « révisionnistes » (« révisionniste = faurissonnien = nazi ») quand ils parlent (pas toujours adroitement d'ailleurs) du « génocide » perpétré par la République en Vendée ? Et qui s'insurge qu'on puisse trouver une analogie, voire une filiation, entre la Montagne, et les totalitarismes modernes ?

Inconséquence, aveuglement, contradictions des gens de gauche: nous n'avons pas fini d'en entendre de toutes les couleurs d'ici à 1989. Et mieux vaut sans doute les naïvetés des Badinter qui aiment aussi Condorcet parce que celui-ci eut le courage de refuser de voter la mort du roi, que les excès purement réthoriques - et pas du tout naïfs - d'un Gallo qui, d'ailleurs, ne croit qu'à moitié ce qu'il écrit (et en ce sens il ressemble plus à Chaunu, l'homme aux « collègues pédagogiques », qu'il ne voudra jamais l'admettre).

UN « NAZI » POUR CELEBRER LES DROITS DE L'HOMME

Quelques jours plus tard, on annonçait la mort d'Edgar Faure. Il est probable que dans cette affaire de commémoration du bicentenaire, la mort de cet homme de compromis, de bonne humeur et de paix civile, va se révéler une catastrophe. Imaginons que le prochain président du comité de commémoration soit nommé après l'élection présidentielles et que F. Mitterrand doive reclasser quelques uns de ses fidèles. Les places prestigieuses

seront plutôt rares. Celle du Bicentenaire recherchée par les plus excités. On n'ose penser à ce que donnerait un Jospin ou un Mermaz à cette place ! J'espère qu'au moment où paraîtront ces lignes elles seront heureusement démenties par les faits.

En attendant, en ce 30 mars, je consulte avec intérêt la une de « Toutes les Nouvelles de Versailles » consacrée à un projet très contesté de célébration du bi-centenaire de la Révolution à Versailles. Avant-goût des querelles des mois à venir ?

Il s'agit d'un « jardin-sculpture des droits de l'homme » qui devait être réalisé à l'endroit-même où fut votée, le 26 août 1789, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Le ministère de la Culture en avait commandé la maquette au sculpteur écossais Ian H. Finlay.

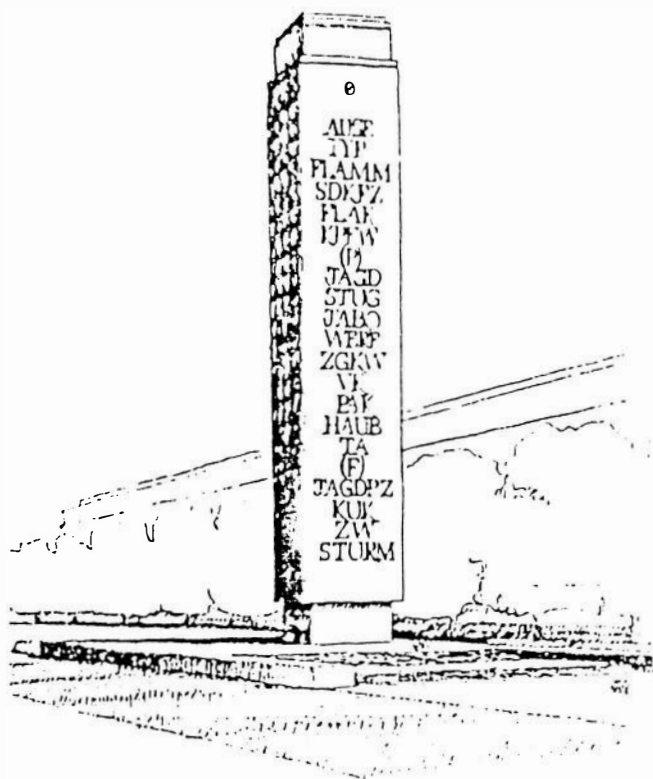
Celui-ci, est présenté ainsi par Yves Abrioux, dans un « Galerie Magazine » de 1987 : *« artiste de stature internationale... Finlay s'est (...) attaché à explorer en profondeur la terreur comme phénomène culturel... Voilà les questions que confronte Finlay à travers ses évocations de la Révolution française, du troisième Reich allemand ou de batailles navales (4) . On a pu voir dernièrement à l'ARC (Paris) une œuvre où les éclairs figurant les forces naturelles à l'état sauvage prenaient la forme sinistre du sigle des SS. Actuellement, à la Documenta de Kassel, quatre guillotines encadrant la vue sur un temple néo-classique, évoquant la problématique traumatisante du sublime. Dans chaque cas, le rappel historique est immédiat : le sigle nazi se donne à lire brutalement ; les guillotines sont grandeur nature. L'esthétisme ne doit pas escamoter la confrontation avec le réel, même si le chassé-croisé entre la France et l'Allemagne*

souligne qu'il ne saurait s'agir d'adhésion immédiate à des moments historiques particuliers ».

Voire ! Valérie Urman souligne dans « Toutes les Nouvelles » la fascination du sculpteur pour le IIIe Reich, « qui éclate sans retenue dans les œuvres telles que « Little Sparta », « Hitler's Column » ou « Siegfried-Linie » ».

C'est à l'occasion d'un différend avec un autre sculpteur, Jonathan Hirschfeld, avec lequel il travaillait depuis plus de trois ans que le scandale éclate. Dans une lettre à J. Hirschfeld I.H. Finlay explose : *« il y a entre nous une animosité qui est d'ordre instinctive et peut-être même raciale (...) Il est évident que vous avez vu trop de films de vos compatriotes frappant des Arabes désarmés avec des crosses de fusil. Je ne suis pas un Arabe désarmé et je vous dit de faire très attention à ce que vous faites (...) Tel que vous êtes à présent, vous êtes considéré à juste titre comme une personne bonne pour la déportation - vers quelque autre planète ».* Très fier de lui, I.H. Finlay diffuse lui-même des copies de sa lettre à ses amis...

Mais il semble que si l'affaire a pris de telles dimensions, c'est parce que le sculpteur écossais s'est mis à dos la directrice de la revue « Art Presse ». En octobre dernier, I.H. Finlay avait en effet présenté une mise en scène à la fondation Cartier à Jouy-en-Josas où, dans des paniers d'osier, on voyait des têtes de plâtre. Parmi les têtes ainsi « guilloténées », celle de la directrice en chef d'Art Presse... laquelle n'apprécia pas. Dès lors la Délégation nationale aux Arts Plastiques, le ministre lui-même, furent durement interrogés sur le choix de ce



HITLER'S COLUMN

sculpteur, ami d'Albert Speer de surcroît... François Léotard a décidé que le projet ne serait pas réalisé car « *la polémique qui se développe à ce sujet est totalement contradictoire avec la vocation de cette sculpture qui est en effet de célébrer le message de fraternité et d'universalité des droits de l'homme et du citoyen* ».

Voilà qui est bien dit et bien fait, quoi qu'en pensent MM. Pinte, député des Yvelines, et Damien, maire de Versailles, pour qui « l'art doit rester au-dessus de la politique et des idéologies », ce qui me semble une position à l'usage peu défendable.

Reste à savoir comment dans l'esprit de ce monsieur Finlay le 3ème Reich et la Convention peuvent faire si bon ménage ? Une fois encore, je ferai un très lourd clin d'oeil amusé à l'excellent Max Gallo. Reste aussi à se demander qui est allé chercher cet artiste fantasque dans son curieux jardins

écossais baptisé « la petite Sparte »... On pourrait là encore, me dit un ami expert en art, découvrir encore de curieuses choses.

Yves Abrioux, dans son article de « *Galleries Magazine* » espérait que « *La France des années 80 maîtrise assez bien les mythes fondateurs de la République et a suffisamment surmonté son histoire récente pour accueillir avec intelligence et la sensibilité requise une oeuvre d'une réelle rigueur esthétique, philosophique et éthique* ».

Pour ma part je voudrais surtout que les fantasmes d'un artiste écossais ne viennent pas interférer dans le climat dangereux qui me semble devoir présider à ce bicentenaire. Quant à maîtriser les « mythes fondateurs » c'est une autre paire de manches !

Paul CHASSARD

(1) Elisabeth et Robert Badinter, « Condorcet », et, annotée par Elisabeth Badinter : « Correspondance inédite de Condorcet à Mme Suard » (Fayard).

(2) « Le Canard enchaîné », 16 mars 1988.

(3) Exposition sur la bataille de Midway qui eut lieu en octobre 87, au 6, rue des Petits-Champs, et fut encore l'occasion de l'utilisation, la glorification (?) d'un folklore de mauvais alois.

(4) Pour l'amusement de nos lecteurs versaillais, je me permettrais de rapporter que lors d'un dîner, Me Damien se qualifia lui-même de « robespierriste », reste à savoir ce qu'il entend par cette définition...

« LA FRANCE A MILLE ANS »

- Actes du Millénaire capétien -

En 1987, la France a fêté le millième anniversaire de la dynastie qui a accompagné sa naissance et son développement. C'est en effet par un dimanche de l'été 987, que Hugues Capet fut sacré roi à Noyon, quelques jours après son élection à Senlis. Cet événement fondateur, largement célébré dans tout le pays, a donné lieu à de grands rassemblements populaires, à des créations artistiques originales et à des prises de position des responsables issus de tous les horizons de notre vie nationale.

Notre ami Philippe Delorme, journaliste au magazine *Dynastie*, a suivi la plupart des moments essentiels de cette année exceptionnelle, pour rédiger chaque semaine, sa « Chronique du Millénaire ». C'est ainsi que l'idée lui est venue de regrouper en un livre-souvenir, les discours marquants prononcés par Mgr le comte de Paris et par les élus qui l'ont accueilli, ainsi que des extraits d'oeuvres, qui ont aidé les Français, pendant un an, à marcher sur la voie de la réconciliation avec eux-mêmes et avec la Famille qui a incarné leur Histoire.

« La France a mille ans » constituera un précieux témoignage de l'unité profonde qui rassemble l'immense majorité de nos concitoyens, sur des valeurs et des principes qui nous viennent du fond des âges ; un ouvrage de référence à méditer à la veille du Bicentenaire de la Révolution de 1789.

Les souscriptions, au prix de 165 F. (183 F. franco) sont à adresser de toute urgence, accompagnées du règlement, à Editions CHRISTIAN, 5, rue Alphonse-Baudin, B.P. 99 - 75522 PARIS Cedex 11

Les règlements ne seront remis à l'encaissement et l'impression ne sera effectivement lancée que lorsqu'un nombre suffisant de souscriptions aura été enregistré. Il se trouve précisément qu'il manque encore 80 souscripteurs pour lancer le projet. Si vous ne faisiez pas un geste avant le 20 juin, ce projet intéressant pourrait être abandonné. Merci.

Le comte de Clermont publie un bulletin de 4 pages.

Au sommaire du n° de mars-avril : « Le sens de deux commémorations », « S.A.R. le comte de Clermont et le millénaire capétien », « Dans les médias ».

Annoncé pour le n° de mai-juin : une réflexion sur l'évolution de la France après les élections.

Par abonnement unique-ment en écrivant à l'adresse postale suivante : CERFC, 38, rue Boileau 75016 Paris.

Abonnement pour 5 n° : 50 F - abonnement de soutien : 150 F. Règlement à l'ordre du CERFC.

G. Thibon : Paroles écrites

Philippe Barthelet vient m'apporter au journal son livre d'entretiens avec Gustave Thibon. Avec moult précautions et ambages. Il m'a fait une jolie dédicace où il m'offre son livre au nom des liens tissés par nos anciens combats typographiques. Voilà joliment exprimé le fondement exact de notre sympathie. Car c'est vrai qu'il nous a donné quelques bons articles pour «Royaliste» et «Cité» et qu'il a dû souffrir de notre façon de publier un peu par dessus la jambe des textes que l'on devinait le fruit de longues heures de travail. Mais ma conscience est soulagée quand je constate dès les premières pages, dans son livre si bien imprimé, et dans lequel on avance au coupe-papier s'il-vous plaît, quelques atroces fautes...

UNE BONNE IDEE ?

Etait-ce une bonne idée de faire un livre d'entretiens avec Thibon ? L'interviewé et l'intervieweur, comme l'éditeur, n'en sont pas si sûrs qui y vont chacun de son avertissement, indiquant les limites du procédé.

Je me rappelle, il y quelques années, les merveilleux entretiens télévisés entre Christian Chabanis et Thibon. Une complicité s'y révélait. Le sourire malicieux de la bonne tête de paysan faisait passer ce qui était bizarre. On pouvait

savoir où était l'humour, où était le grave dans la pensée des interlocuteurs. La beauté des paysages rendait plus sensible la poésie récitée.

HUMOUR

C'est beaucoup plus difficile dans la forme écrite. On se doute que lorsque, pour mieux défendre Hugo devant un Barthelet qu'il croit réticent, Thibon lui dit qu'on peut, en butinant, retrouver tout Gabriel Marcel dans les vers du prolifique poète, il y a une part de ruse séductrice. Le dialogue sur les poètes, anthologie des gloires oubliées du siècle dernier, tournant autour de la vanité de la gloire est d'ailleurs des plus savoureux.

L'humour, un peu plaqué parfois, de Barthelet passe également bien.

EMOTION

L'émotion perce sans difficulté quand Thibon parle de Simone Weil. Mais quand il fait l'éloge de Salazar, et même de l'oeuvre politique de ce dernier ? «Il a trouvé le Portugal Pauvre, dit en substance Thibon, et il l'a laissé pauvre, mais ayant conservé son identité», et de citer un mot du dictateur-moine sur ses inquiétudes quant à «l'érosion de la substance humaine qui menace toutes les nations aujourd'hui...» (on dirait du

Antoine Waechter !). O là certes plus d'humour. De la naïveté bien sûr, mais dont on sait trop les dangers qu'elle recèle.

POLITIQUE

Pourquoi s'entêter à faire parler Thibon de la politique réelle ?

Parce que Barthelet partage cette idée que l'on ne peut mélanger les principes. En particulier celui de Monarchie et celui de Démocratie. D'où cette question, qui est aussi le moyen de nous dire - nous faire dire par un Maître - quelque chose : «-certains royalistes parlent de Couronner la Démocratie». Thibon de répliquer, grand seigneur, «Il faut mieux en rire». Et l'on imagine nos deux compères riant, avec une certaine amertume... et un peu sottement.

La beauté des livres de Thibon, polis, comme des objets d'artisanat, lui ont donné un large public et une renommée parfaitement justifiée. Ce public retrouvera avec plaisir le Maître, son ouverture aux cultures étrangères, sa mémoire prodigieuse, une certaine modestie de bon aloi. Mais peut-on véritablement conseiller, à ceux qui ne connaissent pas déjà un peu Thibon, à ceux qui ne sont pas dotés d'une solide dose de bienveillance à son égard, de se plonger dans ce livre ?

Frédéric AIMARD

Marc Desaubliaux

Le Messenger

nouvelle



Collection Lys Rouge

I

Le cavalier se retourna encore une fois, bien qu'il fût certain de n'avoir plus de poursuivants. La forêt qu'il achevait de traverser paraissait calme, mais, par prudence, l'homme poursuivit son chemin à grand train jusqu'à ce que, apercevant la lisière des bois, il fit mettre son cheval au trot.

S'étendait une plaine creusée, dorée des blés d'août avec, assez loin vers l'ouest, un hameau qu'on distinguait grâce à un clocher.

Le ciel menaçait. Probablement qu'il allait pleuvoir : çà et là, des nuées de plus en plus sombres alourdissaient l'horizon. Le cavalier arrêta son cheval, tira sur son col haut qui lui tenait chaud, puis enfila une sorte de houpelande. Après quoi, il vérifia l'état de ses pistolets, les replaça dans leurs étuis, inspecta les balles, déboucha la poire à poudre pour vérifier que son contenu y était en quantité suffisante, pour le cas où...

On avait tiré sur lui. Sans l'atteindre. Ils étaient en nombre. Mais il était passé, bien que l'embuscade eût dû être fatale : l'endroit avait bien été choisi, juste en un lieu du bois à l'odeur marécageuse où les arbres étaient trop rapprochés pour permettre d'y voir à distance et de disparaître vite. Grâce à son cheval exceptionnel, le vicomte d'Ecuyles avait réussi à franchir le double barrage d'arbres abattus, puis à s'éclipser dans le sous-bois.

Le cavalier remit sa monture au pas tandis que des gouttes de pluie commençaient à crépiter sur le sol durci de chaleur.

Le village se nichait sur une pente au bas de laquelle avait été bâtie l'église. Le chemin longeait un vaste abreuvoir où des boeufs se trouvaient, puis passait au pied de l'édifice religieux. Juste à sa suite, une petite maison carrée couverte de glycine devait tenir lieu de presbytère. Plus loin, c'était l'auberge du village à l'enseigne maintenant proscrite à Paris : « Au Roy Charles ».

Un moment, le vicomte observa la bâtisse. Puis, l'ayant jugée convenable, il se décida à y souper, voire y passer la nuit si cela était dans l'ordre du possible.

L'aubergiste était un homme de large carrure, et qui se déplaçait en se dandinant sur des jambes trop arquées, à la façon d'un ancien militaire. Il annonça qu'une chambre allait être préparée, qu'on s'occuperait du cheval et qu'un repas serait servi d'un instant à l'autre.

Dans la salle vide où un feu de bois rendait l'atmosphère étouffante, le cavalier vint s'asseoir sur une chaise placée près de l'unique fenêtre donnant sur la rue du village. Dégagé de sa houpelande humide, il posa sur la table sa cravache. Des poches de sa redingote

noire il sortit avec d'infinies précautions une boîte à tabac, une pipe et, d'une poche de son gilet jaune, le monocle qu'il avait coutûme de porter à Paris.

Relents de soupes aux légumes, senteurs de graisse... Seul le battement doux de l'horloge et le crépitement irrégulier du feu troublait le silence apesanti. «Un bon feu et un fauteil profond», murmura pour lui-même le vicomte.

II

François d'Ecuyles avait trente ans. Il appartenait à une famille de petite lignée, dont la noblesse remontait à six générations, et qui, toujours, avait servi le roi avec zèle. Ainsi le père de François qui, décédé cinq ans plus tôt, avait combattu les Bleus en Normandie pendant la grande Révolution.

Le vicomte François était né en 1800 au château d'Ecuyles, non loin de Vitré. Une enfance passée à la campagne et qui s'était achevée à Paris après le retour des Bourbons.

François avait songé à embrasser la carrière des armes, mais son père l'en avait dissuadé disant que «depuis 1793, l'armée n'est plus qu'un repaire de brigands». De même, il aurait aimé faire carrière dans la politique, mais son père, encore, s'y était opposé.

Alors, le jeune vicomte avait vécu dans l'insouciance des gens bien nés, allant de fêtes en bals, se grisant de cavalcades. Même de duels où il excellait. Il appelait cela une «existence calme et égale en tout».

La politique venait de le rattraper à grand renfort de canonnades. Certes l'émeute - la révolution - semblait marquer le pas, maintenant que le roi s'était éloigné de la capitale. Pourtant des bandes armées continuaient de patrouiller par les rues, et des barricades restaient en place au cas où le souverain déchu tenterait un coup de force.

Celui-ci se trouvait à Rambouillet, à quelques lieues de l'endroit où soupait François d'Ecuyles. A ce qu'on disait, une foule importante était partie de Paris dans le but d'obliger le roi à s'éloigner encore.

Afin d'éviter cette foule, le vicomte avait pris un chemin détourné pour se rendre, avait-il affirmé la veille à ses amis, à son manoir de Vitré.

III

La pluie redoublait, et l'on entendait à présent l'orage rouler au loin. Le troupeau de boeufs s'en revint de l'abreuvoir et passa avec lenteur devant l'auberge. Un jeune vacher le poussait d'une voix aigrelette. La terre poisseuse collait aux sabots et crissait avec douceur.

-Sacré temps, dit l'aubergiste au vicomte. Ca va gâter les blés, pour sûr... Les moissonneurs auront du mal avec leurs faucilles !

-C'est bien dommage en effet, répondit François... Dites-moi, la région est-elle sûre en ce moment ?

-Oh, M'sieur, dans not' coin, bien qu'étant tout proche de Paris, c'est l'calme. Vous savez pas, les révolutions par ici, ça inquiète plus que ça intéresse. D'puis la Grande, on en a vu défiler des rois et les autres. Alors, un de plus. Et pis, qu'est qu'on va avoir maintenant ? Une république ? J'tiens pas à ce que mes gars, y aillent à la guerre, comme moi.

D'Ecuyles tira sur sa pipe enfin allumée.

- J'ai été attaqué dans les bois, sur les hauteurs au-dessus du village. Il y a donc des brigands dans le coin ?

- Oh, c'doit être la bande à Frachot. La maréchaussée y arrive pas à les prendre. Faut dire que c'-t-un malin, l' Frachot. Un gars d'ici. Mais Dieu, pourquoi qu'y vous avait attrapé ?

- Ma bourse, je suppose.

- C'te curieux, dit l'aubergiste, l' Frachot y fait dans la diligence « Laffite et Caillard »... Ou la malle-poste. Enfin... C'que vous avez réussi à lui échapper ?

- Comme vous voyez, répondit le vicomte d'Ecuyles avec un large sourire. Avec un bon cheval et de bons pistolets...

Un éclair intense alluma le ciel et la salle de l'auberge fut aspergée d'une lueur grise. La foudre s'abattit, proche, très proche, tandis que des trombes d'eau se mettaient à envahir le sol boueux de la rue.

- Ah ! V'là vot'souper.

Entrait dans la salle une femme âgée, la tête chapeautée de coton blanc, avec entre les mains une marmite fumante.

- Vous me donnerez du vin.

- T'de suite, monsieur.

L'orage s'éloignait déjà, traînant derrière lui des rideaux de charbon qui donnaient de la nuit bien avant l'heure. La pièce assombrie vivait de la lueur incertaine du feu de bois qui jouait aux ombres chinoises sur les murs blanchis.

L'horloge sonna six fois. Un homme entra, qui portait une casquette bouffante en toile bleue. Homme de la campagne au torse robuste et à la démarche alourdie de sabots :

- Bien l'bonjour, m'sieurs dames.

- Qu'est que tu bois ? lança l'aubergiste.

- Un coup de rouge, ça ira... Fichu temps de chien, pas vrai ?

A peine assis, le paysan jeta un coup d'œil rapide sur le vicomte tout occupé à manger son ragoût que, signe qu'il était bon, il prenait du temps pour déguster. En ce temps où les voyages n'étaient ni des parties de confort, ni des parties de gastronomie, la chose valait d'être appréciée.

- Alors, l'Emile, qué nouvelles ? dit l'aubergiste en versant le vin.

- Ah çà, j'a entendu de la fusillade dans l'bois de la St-Justin. J'parie qu'c'est Frachot. L'plus curieux, c'est qu'à cette heure, y'a point de « Laffite et Caillard » d'Paris. Personne sait c'qu'est arrivé.

- Moi, j'peux t'le dire. C'est Monsieur qu'sont attaqué, dit l'aubergiste en se tournant vers le vicomte.

Emile de nouveau observa François.

- Bien l'bonjour, m'sieur. Si c'est ben la bande à Frachot qui vous a attaqué, c'est d'la chance pour vous d'en être sorti vivant. Parce que le Frachot, c't'un rapace. Y lâche pas qui y tient. D'mandez à l'Aurélien, y en sait quéquechose.

Emile raconta comment un agriculteur des environs avait fait un bel héritage au décès d'un cousin de la ville. Il s'agissait surtout de louis d'or, que l'héritier avait caché avec soin dans sa ferme. Une nuit, Frachot encercla la maison, puis fouilla et refouilla. Ne trouvant rien, il n'avait pas hésité à torturer le malheureux jusqu'à ce qu'il parle.

- Et il a parlé ?

- Peuh, fit Emile avec un geste de dégoût, les méthodes à Frachot, on y résiste pas. Des livres, des sous, des liards, y a tout dit, même plus qui en avait !

Un jour blafard revenait poissé d'humidité chaude. La pluie avait cessé, mais les toits ruisselaient encore, lâchant des grappes d'eau qui s'écrasaient au sol avec un crépitement étrange.

- Bon, c'est pas tout cà, faut y aller. J'ai la Noiraude à traire.

Il jeta trois piécettes sur le bois de la table avant de se lever et de sortir en traînant les sabots.

IV

Le lendemain le ciel s'était apuré de tout nuage et son bleu luisait au ras des toitures dans un ensemble parfait. Un soleil jaune chauffait déjà fortement malgré l'heure matinale.

Le vicomte d'Ecuyles fut réveillé par le bruit d'une forte unité à cheval remontant la rue principale. Il lui fallut descendre avec difficulté le tas de matelas empilés qui lui servait de lit et que, la veille au soir, il avait dû escalader à la lueur d'une mauvaise chandelle. Il ramassa ses bottes renversées sur le parquet gondolé. Tirant le rideau obstruant la fenêtre de la chambre il découvrit une quarantaine de hussards qui allaient en direction de Rambouillet. François s'imagina qu'il s'agissait de troupes fidèles au roi qui ralliaient Rambouillet par un chemin moins risqué que la route de Paris.

Ce n'était cependant pas l'avis des quelques personnes rassemblées dans la grande salle de l'auberge, pour qui les hussards étaient là pour s'en prendre à Frachot. Méfiant, le vicomte se garda d'afficher quelque opinion que ce fût, et décida de traîner au village jusqu'à ce que la troupe se fût éloignée suffisamment pour que, si l'envie l'en prenait, il n'éveillât aucun soupçon en allant au grand galop se placer sous la protection de l'unité jusqu'à Rambouillet, but secret de son voyage. Aussi, s'installa-t-il à la même table que la veille et commanda-t-il de quoi se restaurer.

Quelques minutes avaient passé lorsqu'un cavalier arriva à vive allure, s'arrêta juste devant l'auberge et entra dans la salle. Vêtu de noir, la cravache à la main, il portait un chapeau affaissé d'où des mèches de cheveux en désordre s'échappaient de partout.

- Hola, aubergiste, à moi !

- Que puise-je pour ...

- Inspecteur Ducrot ! Vous n'avez pas vu passer hier ou aujourd'hui un cavalier très pressé ?

- Non, m'sieur l'inspecteur. Personne. Y a bien eu ce matin des soldats qui sont pas arrêtés et sont partis vers Rambouillet, mais d'homme seul, point vu.

- Tu en es sûr ?

- Pour sûr, ça oui ! Y a bien Monsieur qui est là, mais il n'est pas arrivé au galop et n'est pas pressé, puisqu'y a passé c'te nuit ici.

Tout en entendant le bavardage brouillon de l'aubergiste, l'inspecteur avait tourné sur ses talons avec vivacité et fixait l'homme de son œil noir de moineau fouineur. Demanda au voyageur son nom et ce qu'il faisait là.

- Philippe Brotier, pour vous servir. Je gagne ma maison de campagne située près de Vitry.

- Mais alors, monsieur, que n'êtes-vous point sur la route de Paris ?

- Oh, ceci est très simple : je redoute les incidents qui se déroulent en ce moment, je crois, entre Paris et Rambouillet.

- Bien, très bien, dit l'inspecteur avec une pointe d'agacement. Moi, je poursuis un cavalier, pas un voyageur.

- Pour sûr qu'on n'a vu passer personne ici, m'sieur le policier. A part les soldats. P't-être qu'il était avec eux, ou qu'y a évité l'avillage...

- Est-il indiscret de vous demander ce que vous lui voulez, demanda le vicomte.

- Un conspirateur ! Il veut rétablir l'ordre ancien !

Après quoi, l'inspecteur, jugeant qu'il n'avait plus rien à faire en ce lieu, fit claquer sa cravache contre sa botte et se jeta hors de l'auberge. Il prit la direction de Rambouillet. Sur le pas de la porte, le vicomte le regarda partir, s'étonnant en lui-même que la police puisse encore utiliser une selle française pour monter. Aujourd'hui, tout le monde utilise la selle anglaise... Mais il y avait sujet de réflexion plus important pour l'heure.

V

Ainsi, ils le cherchaient. La trahison était partout. Lui restait donc la chance de ne se presser pas, d'être le bourgeois tranquille qu'il venait de s'inventer.

Il sortit du village vers les dix heures. La journée promettait d'être très chaude et déjà l'air bourdonnait de mille insectes éclos de chaleur. Sous les arbres où sa monture l'entraînait de temps à autre, régnait encore une fraîcheur agréable.

Au fur et à mesure qu'il s'avancait vers Rambouillet, le paysage se transformait: la petite vallée avait gommé ses formes au profit d'un terrain plat où la forêt s'étendait plus volontiers. Le sable était partout et ralentissait l'avance du cavalier. Des traces de fers mal dessinées dans ce sable trop poudreux de chaleur, des crotins bleuis de mouches bourdonnantes, tout indiquait que de nombreux chevaux étaient assés très récemment.

Plus tard, le vicomte rencontra un carrefour, au milieu d'un bois de pins, où il mit pied à terre. Sur la droite, c'était la route directe vers Rambouillet; sur la gauche, la route de Rambouillet par Montfort l'Amaury.

François fit quelques pas en scrutant le sol. Les traces indiquaient que les cavaliers étaient partis sur la droite. D'autres traces, plus fraîches encore, révélaient que Ducrot avait suivi la même direction.

Tout était calme. François alla s'asseoir sur un petit rocher dissimulé sous les pins. Une brise chaude faisait murmurer les branches de conifères. Des souvenirs furtifs d'un voyage en Provence assaillaient en désordre la mémoire du vicomte. De temps en temps, quelques oiseaux sifflaient un petit air, puis se taisaient, rassurés.

Il sentait qu'un danger planait sur lui. Paris, les événements, la catastrophe si longtemps redoutée et venue si vite à cause d'un monarque qui ne gouvernait pas, mais régentait. Ils l'avaient choisi pour L'aller trouver, remettre la lettre et Lui dire qu'on pouvait encore sauver la dynastie s'il acceptait de faire ce qui était écrit dans le message. Message parti de Paris, que tous les républicains de France et de Navarre tentaient d'arrêter parce que, s'il parvenait jusqu'au roi, c'en serait fait de la république.

- Je puis compter sur vous, monsieur d'Ecuyles ?

- Vous le pouvez, Monseigneur.

Le visage du duc d'Orléans, long et un peu las, tête lourde aux cheveux grisonnants.

François d'Ecuyles releva la tête: pas de doute, c'était le bruit étouffé d'un galop. Cela venait de la gauche, du côté de Montfort l'Amaury. L'animal devait aller à grande allure et soulevait derrière lui un nuage de poussière.

Le vicomte saisit ses pistolets. Trop tard pour se cacher. Alors, il enfourcha son cheval et se plaça au milieu du carrefour.

Le cavalier approchait et on entendait de plus en plus nettement le choc clair des sabots contre les rares pierres du chemin ainsi que la plainte légère de la selle. Pas trop loin, le cheval ralentit, passa d'un trot rapide à un trot lent. Un garçon blond d'une douzaine d'année s'arrêta juste à hauteur de François.

- Excusez mon impolitesse, monsieur, mais n'êtes-vous pas le vicomte d'Ecuyles ?

- Et vous, qui êtes-vous ?

- Je me nomme Henri des Mesnuls, pour vous servir.

- Le fils du marquis des Mesnuls ?

- Oui... Je suis chargé par mon père de vous dire de ne pas prendre la route de Rambouillet, mais d'aller vers Montfort. Des troupes révolutionnaires barrent le passage à une lieue d'ici, et la police rôde partout. Ce matin, un groupe de hussards fidèles au roi a été décimé par les Bleus. Mon père demande aussi que vous preniez le nom de comte des Essarts, que vous soyiez son cousin et que vous me suiviez, monsieur, s'il plaît à vous !

D'un coup d'étrier, le tout jeune homme poussa l'animal au galop et s'échappa par où il était venu. Le vicomte lança à son tour son cheval.

Très vite, ils quittèrent la route et se glissèrent à toute allure le long d'un sentier qui sillonnait au travers de bruyères grillées. L'air était lourd et les sabots des chevaux soulevaient une poussière suffocante qui chargeait les rayons du soleil.

Lorsqu'ils avaient à traverser une allée, ils s'arrêtaient. L'adolescent sautait à terre et passait sa tête lentement pour s'assurer que la voie était libre. Ensuite de quoi, ils repartaient au galop sans avoir dit un mot.

Enfin il arriva un moment où ils furent en lisière de forêt. Tout proche, un bourg était comme accroché à un monticule rocheux.

- Ca, c'est Montfort, dit le garçon. Nous allons suivre la bordure des bois jusqu'à la route de Rambouillet. Mon père pense que ce serait dangereux d'entrer dans la ville.

Longer les champs de blés ondoyants, avec au-dessus un soleil légèrement voilé par une brume de chaleur qui rendait l'atmosphère encore plus irrespirable. Chevaux se reposant de leur course et soufflant avec bruit. Alouettes invisibles... Senteur un peu forte de l'herbe encore grasse foulée par les sabots.

Henri était un garçon débrouillard qui adorait l'aventure: il pouvait rester des heures en selle pour forcer un cerf. D'une intelligence plus pratique qu'intellectuelle, il poursuivait d'ennuyeuses études sous la conduite d'un précepteur. Car il aimait l'espace et la liberté, et avait pour amis les petits paysans de la région. Aussi, lorsque son père lui avait parlé de la mission, il n'avait pas retenu sa joie de servir enfin la cause du roi.

- Vous connaissez la région à merveille.

L'enfant eut un sourire, cependant qu'un rien de timidité le fit rougir.

- Ca ne vous fait pas peur, ce que vous faites en ce moment ?

- Je suis au service du Roi, monsieur ! C'est un honneur !

Tout à coup, un bruit de détonations monta de la ville.

- Ce sont des coups de fusils, remarqua le vicomte.

- On se bat dans la ville, monsieur ?

- C'est probable.

- Vous pensez qu'on nous attendait ? demanda Henri .

François d'Ecuyres se gratta l'oreille et eut un geste pour dire qu'il n'en savait rien.

- Tout est possible, soupira-t-il.

Ils décidèrent de poursuivre leur route sous le couvert des bois.

De nouveau, une salve rententit, nourrie mais brève.

- Ce sont des tirs militaires.

- Pourtant, monsieur, les hussards ne sont pas passés pas ici.

- Peut-être ont-ils rebroussé chemin après s'être heurtés aux révolutionnaires ? Peut-être se sont-ils dirigés par ici dans l'espoir de passer ?

- Peut-être en effet, monsieur, répondit le garçon.

Du temps passa au rythme du pas des chevaux. Puis ils atteignirent la route de Rambouillet. C'était une large voie avec, de chaque côté, une bande d'herbe qui permettait aux voitures de se croiser aisément.

Henri s'avança sur le chemin pavé et ne vit personne. Si l'on prenait à droite, c'était Montfort-l'Amaury et les salves qui continuaient d'éclater à espaces réguliers. En revanche, si l'on s'engageait sur la gauche, Rambouillet se trouvait à quelques lieues.

Ils firent aller les chevaux sur l'herbe brûlée, chacun d'un côté de la route. Par précaution, le garçon allait avec une bonne distance sur son compagnon. Se passerait-il quelque chose que le vicomte aurait le temps de réagir, voire de fuir.

VI

La forêt avait changé d'aspect : hêtres et chênes se développaient avec panache, tandis que des châtaigniers rabougris essayaient çà et là de trouver un peu de lumière pour s'épanouir.

Du temps passa encore à chevaucher sous les frondaisons. En citadin peut-être, le vicomte s'extasiait que le vert cru des arbres aux printemps s'aguerrisse ainsi aux durs rayons de juillet. Par association d'idées il pensa bientôt à l'automne à Vitré... Puis, les cavaliers rencontrèrent un groupe de bûcherons qui achevait de scier du bois.

Henri s'arrêta, bientôt rejoint par le vicomte.

- Bonjour, Labosière. Vous travaillez par ici en ce moment ?
- Ben, pour sûr, m'sieur l'comte, on a des essartages à finir..., Mais, dites, c'est pas bien prudent pour un pt'it monsieur comme vous d'aller en promenade par ces temps. On s'bat à Montfort.
- Je sais. Mais je ne suis pas seul, répondit Henri avec un sourire. Monsieur me protège. C'est un cousin de mon père.

François salua.

- Est-ce que vous avez vu passer des soldats par ici ? demanda-t-il.
- Non, m'sieur, personne. Paraît tout d'même que la band'à Frachot est dans le coin... Puis, après une hésitation: alors, c'est-y vrai qu'y a plus d'roi et qu'on va être en république ?
- Le roi est à Rambouillet, dit Henri avec assurance, mon père l'y a vu.
- La république est à Paris, ajouta le vicomte.

Tout en parlant, Labosière avait sorti un moceau de pain. Il était noir et dur.

- Il n'a pas l'air fameux votre pain, dit Henri.
- Ah, mon bon M'sieur, quique dur qu'i soit, plait au Ciel que j'eussion l'assurance d'n'en manquer jamais.

Le temps passait, et les cavaliers, s'en allant, reprirent leur place de chaque côté de la route pavée. François commençait à ressentir de la fatigue, d'autant qu'il n'avait rien mangé depuis le matin. Le jeune garçon, lui, semblait tout à fait à son aise.

VII

D'un coup, une ombre avait surgi des fourrés et s'était précipitée sur la monture d'Henri.

- Halte ou je tue ! cria l'assayant.

Le cheval se cabra, poussant un fort hennissement, mais son jeune maître parvint à rester en selle.

Le premier réflexe de François fut de se précipiter au secours du garçon. Mais il aperçut un fort groupe d'hommes armés qui sortaient du sous-bois. En un éclair il songea à sa mission. S'opposer à cette bande, c'était prendre un risque trop grand. Il stoppa son cheval et le fit même reculer de quelques mètres. Sortit ses deux pistolets et attendit. Il pensa qu'il était très certainement en présence des bandits de Frachot. Tandis qu'Henri était contraint de descendre de cheval, le vicomte cherchait des yeux le meilleur passage dans les fourrés pour une retraite.

Des secondes interminables s'écoulèrent, François hésitant encore à lancer sa monture au galop, les bandits, plusieurs dizaines d'hommes aux costumes disparats, l'observant dans un silence menaçant. Henri aurait voulu crier: «sauvez-vous !». La peur l'en retint.

Un homme se détacha du groupe et marcha calmement en direction du vicomte. Il était en sabots et aurait pu passer pour un paysan, n'était la paire de pistolets de gendarmerie glissés dans sa large ceinture de tissu marron.

- Arrête ou je tire, hurla François lorsqu'il estima que le bandit fût assez près de lui.

- Si tu fais ça, on va abîmer la jolie frimousse du petit monsieur...

- Que veux-tu ? cria François, en faisant reculer encore un peu son cheval.

L'autre ne dit mot et avança.

- Allez, que veux-tu ?

- Le gosse, on te le rend en échange du message.

- Je ne comprend pas...

L'homme se mit à rire et se retourna :

- Eh, vous autres, il dit qu'il n'a pas de message. Ah, Ah, elle est bonne !

D'un mouvement brusque, il refit face au cavalier :

- On t'a raté hier. Alors c'est pas pour te laisser filer aujourd'hui.

- C'est toi Frachot ? dit le vicomte.

- Qui t'a parlé de lui ?

- Beaucoup de monde. Un brigand, c'est connu, non ? ajouta le vicomte pour gagner du temps.

L'homme esquissa à nouveau un pas.

- Bouge pas ou moi aussi, je fais sauter ta machoire.

Déclic du pistolet qu'on arme. L'autre s'arrêta net.

- J'suis pas Frachot. Il a d'autres affaires à régler en ce moment.

- Montfort ?

- Juste ... Alors, ce message, monsieur d'Ecuyles ?

- Je suis le comte des Essarts. Je suis parent du garçon que vous retenez.

- Ne vous fatiguez pas, répondit l'autre. On est renseigné, pas vrai ? Ca fait un bout de temps qu'on vous suit. Eh, vous autres, il dit qu'il n'est pas d'Ecuyles !

- C'est de l'argent que tu veux, lança le vicomte. Je te donne ma bourse contre le gosse.

- Oh ! Oh ! De l'argent ? Eh, les gars, monsieur nous propose sa bourse contre le gosse ? Qu'est-ce qu'on en pense ?

Un grand éclat de rire roula dans l'air. Puis les brigands se mirent à menacer le jeune comte :

- Si ton cousin ne fait pas ce qu'on dit, on te cassera la tête à coup de crosse de fusil. Mais avant, on te coupera une main, et puis un pied. Nous, tu vois, on n'aime pas les aristos. Enfin, t'es un gosse, alors on a pitié. Dépêche-toi de dire à ton imbécile de cousin qu'il nous donne le message.

Henri resta muet.

Pendant ce temps, François avait réussi à encore faire reculer son cheval. Il savait qu'il ne pouvait rien contre une bande aussi

nombreuse et qu'à présent, il n'avait plus qu'à fuir. D'un coup d'étrier il lança sa monture et disparut dans les fourrés. Des coups de feu claquèrent, des balles sifflèrent qui ne l'atteignirent pas.

Comme la veille, il galopa longtemps sans penser à rien.

VIII

Dans le milieu de l'après-midi, Frachot arriva sur le lieu de l'embuscade. Un de ses hommes, prenant le cheval du jeune Henri, s'en était allé l'avertir de l'échec de l'opération. Homme petit, la quarantaine, le cheveu long gris et la tête ronde, Frachot souffrait de la chaleur et soulevait régulièrement son chapeau pour s'éponger le crâne avec un mouchoir rouge. Ses bottes d'un cuir défraîchi étaient toutes crottées.

On lui amena l'enfant :

- Alors, on m'dit que le p'tit monsieur ne sait pas qui était avec lui ?

Henri baissa la tête :

- Mais moi, je sais qui tu es, Morbleu : tu es le fils des Mesnuls. N'est-ce pas citoyen ? N'empêche, ajouta-t-il en élevant le ton, c'tait l'autre que j'a voulais, pas lui !

Mais il avait beau lui expliquer que cela n'avait pas été possible parce que l'enfant se trouvait en avant de l'autre, le chef ne voulut rien entendre. Sa voix tonitruante résonnait dans la forêt, comme sur une scène de théâtre.

- Quand j'vas dire ça à Ducrot, Morbleu, y va êt'e fou ! La république n'aime pas les perdants !

- Et lui ? dit un des hommes en désignant le garçon.

- Lui ? Emmenez-le à Montfort... On verra ce que Ducrot voudra en faire. Et j'interdis qu'on touche à un cheveu de sa tête, compris ? Sinon, gare à mes pistolets !

IX

L'inspecteur Ducrot n'était pas un vrai républicain. Ancien sous-officier de la Garde impériale, il était devenu policier sous les Bourbons tout en conservant une foi intacte en son empereur. Mais, à défaut de ce dernier, il était prêt à se contenter d'une bonne république jacobine.

La fraction républicaine qui siégeait à l'Hôtel de Ville de Paris, dont il était proche, l'avait chargé de mettre la main sur le vicomte d'Ecuyles parce qu'on savait qu'il était porteur d'un très important message du duc d'Orléans au roi en fuite.

Ce fut dans ces conditions que Ducrot contacta Frachot dont les sentiments républicains étaient censés justifier ses actions de brigandages : il attaquait les diligences au nom de la république, et affirmait verser le butin recueilli dans les caisses du parti, ce qui était vrai, même s'il n'y déposait que le minimum.

X

Seul à cheval, l'inspecteur Ducrot s'en alla vers Montfort l'Amaury après s'être assuré que les hussards avaient bien été mis en déroute par Frachot. Tout en galopant vers la petite ville, il savourait sa victoire et se réjouissait à l'idée d'avoir privé le « tyran » de quelques soldats.

Il ignorait encore que les rares militaires réchappés de la bataille s'étaient repliés sur la ville dans l'espoir de rallier Rambouillet par un autre chemin ou, tout au moins, d'y rencontrer un poste avancé de la garde royale. Or, ils étaient tombés sur un autre groupe de Frachot - une trentaine de fusils - qui les avait bloqués dans le bourg, puis les avait massacrés jusqu'au dernier. Mais surtout, l'inspecteur ne savait pas que le vicomte d'Ecuyles venait de lui échapper.

Le policier entra dans Montfort à vive allure. Le fer des sabots de son cheval sonnait sur le pavé, résonnait contre les murs des maisons bordant la rue déserte. Tout de suite, il comprit qu'il venait de s'y passer quelque chose de grave.

A l'Hôtel de Ville principal il rencontra le maire, homme craintif à monocle, qui lui fit des courbettes à n'en plus finir. Frachot était là aussi, vautré dans un fauteil, toujours occupé à s'éponger le visage avec son mouchoir.

- Eh bien, m'sieur l'inspecteur, les hussards du ci-devant roi, pfttt... disparus !

- Et les chevaux ? répliqua sèchement Ducrot.

- Oh, m'sieur l'inspecteur, les chevaux, pftt... disparus aussi !

- En tout cas, vous avez fait du bon travail. Très bon même.

- Faut que j'vous dise, bougonna le brigand en fixant le policier, y'a un p'tit problème tout de même... Mes gars sont tombés sur vot'messager tout près d'ici, sur la route de Rambouillet. Il était avec un garçon, le fils d'un ci-devant et... euh...

- Quoi ? hurla Ducrot, l'œil rougi de sang. Et alors ?

- Morbleu, il s'est moqué de l'enfant et il est parti. Ils ont bien essayé de l'toucher, mais ça n'a rien donné.

- Sacrebleu ! Le laisser filer alors qu'on le tenait entre nos griffes !

L'inspecteur arpentait la pièce d'un pas rageur, les mains derrière le dos.

- Il fallait le tirer comme un lapin, Bon Dieu !

Puis après avoir fait encore un aller-retour :

- Et le garçon ?

- Il est ici, déclara Frachot.

- Amenez-le tout de suite !

Frachot quitta la pièce. Restaient le maire et le policier, et ni l'un ni l'autre n'avaient envie de parler. Le maire fouillait dans ses paperasses avec une application feinte, l'œil crispé sur son monocle, tandis que Ducrot observait par la fenêtre la petite place où s'étaient

produit les combats entre les républicains et les soldats. Une charrette achevait de transporter les morts vers un charnier sans doute proche.

L'inspecteur eut du mal à contenir la colère qui revenait en pensant à l'homme que le duc d'Orléans avait choisi pour messenger. Il s'agaçait d'entendre derrière lui le maire tourner et retourner ses papiers. Dès le début, il avait éprouvé du mépris pour ce vieux petit homme sec - quelque notaire sans doute - le type même de la personne à être toujours du côté du plus fort, à avoir vénéré successivement l'Empire, les Bourbons et la République.

Il y eut des pas dans l'escalier, puis la porte s'ouvrit.

Apparut le garçon.

- Approche, petit, n'aie pas peur.

Henri s'avança au milieu de la pièce, tandis que l'inspecteur s'asseyait sur une chaise qu'il avait tirée avec bruit.

- Bon. Nous allons commencer par le début. Ton nom ?

- Henri des Mesnuls.

Ducrot se tourna vers le maire qui semblait plus affairé que jamais.

- Vous le connaissez, monsieur le maire ?

- Evidemment, dit le petit homme en laissant choir son monocle. Ce jeune garçon est le fils du marquis des Mesnuls.

- Le ci-devant pair de France ?

- C'est cela, c'est cela.

- Et il habite par ici ?

- A une lieue, oui. En bordure de forêt, au village des Mesnuls.

- Bon, parfait, s'écria Ducrot. Eh bien, mon petit ami, on va aller rendre visite à ton père. Mais auparavant, juste une question: quel était le nom du monsieur qui était avec toi en forêt ?

- Monsieur des Essarts, un cousin de mon père.

- Des Essarts...

S'adressant à Frachot qui était reparu, l'inspecteur lui demanda de faire venir les hommes qui avaient vu le soit-disant cousin. La description qui lui fut faite ne laissa aucun doute au policier: ce des Essarts n'était autre que le Brotier de l'auberge ! Le vicomte d'Ecuyles !

Alors sa colère déborda et lui fut briser la chaise sur laquelle il s'était trouvé assis un instant plus tôt. Affolé, le garçon recula de plusieurs pas et manqua de tomber sur un tabouret.

- La vipère, l'ordure, hurlait Ducrot.

Le policier attrapa Henri par les cheveux et le tira vers lui de la sorte, le secouant comme une balle, s'exaspérant de son silence.

- Des Essarts ! Des Essarts ! Et moi, je suis Louis Capet ! Petit morveux de ci-devant, je vais t'arracher la tête, moi ! Des Essarts ! Est-ce que tu vas me dire son nom, oui ?

Et, d'un geste sec, il lâcha le garçon qui alla se réfugier auprès du maire.

- Alors ? cria Ducrot, dis-moi le nom de ce des Essarts !
- Je ne sais pas, monsieur, répétait l'enfant d'une voix plaintive. Je ne sais pas.
- Alors, tu vas nous conduire chez ton père. Lui, il saura. Frachot, prends dix cavaliers et viens avec nous.

XI

Pendant qu'à Montfort se déroulaient les événements que l'on sait, le vicomte d'Ecuyles cherchait par tous les moyens une issue à son errance aveugle dans la forêt. Il évitait les chemins qu'à présent il jugeait dangereux. Mais que pouvait-il espérer, piégé qu'il était dans un lieu dont il ne savait rien ?

Il avait faim et soif. La chaleur était à son comble et, au travers des feuillages à peine bercés par une brise étouffante, les rayons du soleil assommaient toute vie. Son cheval donnait des signes de faiblesse.

Epuisé, François décida de se cacher dans un grand taillis jusqu'à la nuit. Là au moins, il pourrait se reposer. Le vicomte vérifia soigneusement l'état de ses pistolets, relevant le chien pour voir la pierre, soulevant le couvre-bassin pour s'assurer de la fluidité du pulvérin. Après quoi il posa ses armes sur sa selle défectueuse, s'allongea et se laissa aller à la somnolence. Dans sa tête les événements se déroulaient comme dans un livre, page après page. Encore et toujours, il s'interrogeait sur ce qui avait poussé le duc d'Orléans à le choisir pour cette mission.

Il s'endormit.

Lorsqu'il se réveilla, la nuit était là et s'entendait au loin le lourd roulement du tonnerre. Des éclairs fendaient l'air et un vent violent agitait la cime des arbres. La pluie n'allait pas tarder.

François sella son cheval et rangea ses pistolets dans leurs fontes. Puis il se mit en marche et retrouva difficilement le dernier chemin qu'il avait traversé dans l'après-midi.

Quelques gouttes commençaient de tomber, lourdes et bruyantes. Puis ce fut un déluge secoué d'éclairs, de coups de vent et de grondements. La bourrasque était d'une violence telle que la monture du messenger s'affola, menaçant de mettre à bas le cavalier. Enfin, l'orage s'éloigna et abandonna les restes d'une pluie fine qui chutait drue. Des ruisseaux coulaient dans un gargouillis de fraîcheur, et les arbres trempés tentaient de se défaire de leur humidité par d'invisibles frissons.

Du temps passa et le vicomte eut l'impression qu'il ne sortirait jamais de ces bois. Continuant d'aller devant lui, tel un amnésique, rencontrant des chemins, dont il parcourait certains pendant quel-

ques minutes. Alors il croyait entendre quelque chose, disparaissait dans les fourrés et, pour finir, ne retrouvait plus le chemin quitté un peu plus tôt.

Quand l'aurore tréma l'Est d'un rose effervescent, François lança son cheval au galop sur le dernier chemin rencontré. Il devait à tout prix être à Rambouillet dans la journée.

Un premier rayon de soleil perça les feuillages humides et tira un trait biaisé sur le rebord moussu d'un fossé.

Du même auteur :

**« Journal du désespoir »,
nouvelle, 121 pages,
prix franco: 45 F**

**« La fin du parti royaliste,
1889-1890 », avec une préface
du duc de Castries,
Ouvrage couronné par
l'Académie française
(prix Piccard 1986),
essai historique, 248 pages,
prix franco: 107 F**

**Il a été
tiré à part
200 exemplaires
de la nouvelle
« LE MESSAGER »
pour l'auteur
et ses amis**

**Edité par le
« Lys Rouge »
(n° 38 - mai 1988)**

ISSN 0250- 4428

Lettres

Les Daudet

Alphonse n'aurait-il écrit que les Lettres de mon Moulin, que le nom des Daudet serait entré dans l'histoire de la littérature française. Or cet aimable écrivain avait un frère, Etienne, et même une sœur, il avait aussi une épouse, Julia, deux fils, Léon et Lucien, et une fille, Edmée. Tout le monde, peu ou prou écrira, mais qui se souvient qu'Etienne à lui seul, a commis plus de cent ouvrages ? Quant à Julia, cette délicieuse pensée, à elle seule, sauve de l'oubli l'ensemble de son œuvre : « *Les femmes n'ont besoin de rien conduire pour que tout leur cède* ».

C'est l'histoire de cette « famille bien française » comme il l'écrit, mais est-elle réellement représentative de la famille française ? que J.-P. Clébert nous donne (1).

Les Daudet sont originaires du hameau de Concoules, plus lozérien que gardois, « *les archives attestent leur présence depuis 1674. Mais ils sont là, sans doute depuis la guerre du feu* », l'heureuse formule ! Vincent, le père d'Alphonse, légitimiste, connaît l'aisance grâce essentiellement à son

mariage avec Adeline Reynaud. Ils s'installent à Nîmes où il ouvre une double fabrique : cravates, gants, foulards... d'une part et, d'autre part, à la chaîne, il fait 20 enfants à son épouse. Double échec. La fabrique ferme et 17 enfants meurent. Les Daudet s'expatrient à Lyon où l'enfance d'Alphonse s'évanouit dans les brouillards de la capitale de la soie. Il lui faut gagner sa vie et c'est Alès où il se retrouve pion à 17 ans. Le **Petit Chose** prend forme. Passons vite : les années de bohème à Paris où il partage le même hôtel minable que Gambetta, secrétaire dilettante du duc de Morny, le succès se dessine, il épouse Julia Allard et cet homme qui aime les femmes et l'aïoli d'une égale passion a fortune faite et gloire établie. La naissance, espacée, de 3 enfants, le comble. Il est heureux, lui qui tenait tant à être « un marchand de bonheur » - curieusement l'expression n'apparaît pas parmi les multiples citations du livre. Léon grandit, il aime la philosophie de messieurs Schopenhauer et Hartmann dont il se débarrassera de pittoresque façon, Lucien grandit

lui aussi, il aime les chiffons en attendant de rencontrer et d'aimer Proust.

La lecture de cette partie du livre est particulièrement attrayante. Une plume alerte mais ferme, même si quelques fois l'anecdote est pliée au plaisir qu'éprouve l'auteur à faire un mot ou tourner une phrase. La vie intellectuelle et politique de l'époque est bien rendue, sans jamais tourner à la thèse, de même qu'est bien mise en évidence l'ambiguïté des rapports d'Alphonse avec les félibres provençaux. Julia, parisienne, vieillit par dessus l'épaule de son mari, elle n'aimait pas l'exubérance des méridionaux.

Et puis tout bascule. Ce n'est plus Clébert l'historien, c'est Clébard l'aboyeur. L'objet de tant de hargne ? Léon Daudet, Maurras et l'Action française. Même Bernanos est sali, stupidement, en une seule phrase. Certes, aux yeux du lecteur non averti, il ne semble pas manquer d'arguments cet auteur qui manie le ciseau avec la même dextérité que la plume. Lorsque l'on résume une trentaine d'années de vie

(1) *Les Daudet*, par J.-P. Clébert, Presses de la Renaissance, 120 F + port.

politique en une trentaine de citations habilement choisies, qui se lisent en trente minutes, l'effet est explosif. Est-ce là de l'histoire ? Qu'on en juge. Daudet, à sa première femme, Jeanne Hugo, conseille « d'aller faire les ménages ou de poser pour un peintre à la mode » et ce même Daudet « s'est fait teindre les cheveux en blond » : allons-nous apprendre, au détour d'une page, qu'il a perdu un oeil au cours d'une manifestation ? Un peu plus loin Clébert raconte l'exil de Daudet à Bruxelles : « la police a vite retrouvé sa trace et il est quotidiennement surveillé par des argousins qui relèvent tous ses faits et gestes... et sans doute le n° des cartes des filles avec qui il monte. Après tout c'est comme ça qu'on écrit l'histoire ». Telle semble être la méthode de Clebard, hélas !

Certes il n'aurait pas été convenable de gommer ce que cet homme avait d'excessif et parfois de déplaisant, mais est-ce trop demander, à qui se prétend historien, que d'essayer de reconstituer l'atmosphère et les mœurs générales de l'époque ? Enfin ceci pour terminer. Il ne pouvait être question de passer sous silence l'antisémitisme forcené de Daudet - il n'y a même que cela sur plus de cent pages - mais pourquoi avoir caché au lecteur le rejet plein et entier par Daudet de son antisémitisme, rejet, abjuration même, formellement exprimé et clôturé ce livre, qui aurait pu être splendide, en laissant croire, même si le point d'interrogation est mis (mais dont le sens est balayé par tout ce qui se précède) que Daudet et Maurras auraient voulu Auswitz, la solution finale et la victoire de l'Allemagne. Tout cela est profondément malhonnête.

Afghanistan : une solution royale ?

Qui connaît le roi Zaher Shah, monarque afghan en exil à Rome depuis ce jour de 1977 où son cousin Daoud le chassa de son trône hérité de son père en 1933 pour

Par ANNE SABOURET

instaurer la république ? Qui sait que cet homme de soixante-quinze ans parle parfaitement français, regarde tous les jours Antenne 2, a fait ses études au lycée Janson-de-Sailly, logeant chez la très respectable famille Daniélou ?

Qui imagine un seul instant que ce vieux monsieur a régné sans partage pendant quarante ans (1933-1973) sur l'Afghanistan, ce pays que le monde entier a regardé avec effroi passer sous les bottes soviétiques un fameux 24 décembre 1979 ?

Zaher Shah qui pourrait jouer un rôle important dans la recherche d'une solution au problème afghan.

Les Soviétiques sont désireux de se tirer de cet imbroglio : s'ils pouvaient apporter la preuve concrète d'un début de processus de retrait avant la rencontre Gorbatchev-Reagan (29 mai-2 juin), ils se sentiraient en position de force.

Ce sommet sera la quatrième rencontre de Ronald Reagan avec Mikhaïl Gorbatchev mais surtout le premier voyage à Moscou (depuis Richard Nixon en 1974) d'un président américain. Un Reagan qui voudrait que soit aussi couronnée sa politique étrangère : à condition que cette rencontre fasse avancer les choses, notamment le problème épineux de l'Afghanistan, sur lesquels M. Schultz et M. Chevarnadze n'ont pas caché leur désaccord ces derniers jours.

Cinq millions de réfugiés

La position soviétique consiste à proposer le retrait progressif de ses troupes après un moratoire de deux mois permettant de contrôler qu'il n'y a plus aucune aide à la résistance afghane. Les Américains demandent en contrepartie que dans les mêmes délais les Soviétiques arrêtent d'aider militairement le régime communiste de Kaboul. Par ailleurs, les Pakistanais, traumatisés par les problèmes des réfugiés

(5 millions dont 3,5 millions au Pakistan, 1,5 million en Iran), craignent que ceux-ci ne rentrent pas chez eux, tant qu'il ne sera pas installé un gouvernement indépendant conforme aux désirs du peuple afghan. C'est dans cette hypothèse que le roi pourrait jouer un rôle, non pas de recours, mais d'aide et d'aveil à un consensus démocratique.

Indépendance et liberté

Un Français, Jean-François Deniau, rompu aux négociations diplomatiques (plusieurs fois ambassadeur) et politiques (six fois ministre), connaissant bien les maquisards, a été chargé par le gouvernement français, « d'une mission d'évaluation de la situation politique, diplomatique et militaire »... afin de présenter au gouvernement, d'ici à six mois, une réflexion d'ensemble sur tous les aspects de la crise et ses issues possibles.

Jean-François Deniau a pris son bâton de pèlerin pour rencontrer successivement les Américains et les Russes impliqués au premier chef, les leaders de la résistance à Peshawar et à l'intérieur du pays, Zia, le Pakistanais, Rajiv Gandhi l'Indien, les Saoudiens, les Chinois

et bien sûr les douze de la Communauté. Objectif : trouver une solution conforme à nos principes d'indépendance et de liberté.

L'idée d'aller rechercher le roi à Rome avait - déjà, l'an dernier - séduit les Soviétiques : pourquoi ne pas laisser en place le régime communiste actuel dirigé par Najibullah, le patron du Khad (émanation directe du KGB), avec au-dessus de ce fidèle séide, ce roi, monarque nu, mais personnalité aujourd'hui encore populaire.

Las ! Zaher Shah avait alors refusé : il représentait la tradition libérale et les puissants mouvements fondamentalistes voulaient créer un pouvoir islamique d'opposition, ce qui l'aurait fait apparaître comme diviseur de la résistance. Autre problème, un régime communiste ne serait ni reconnu par la résistance (poursuite des combats) et n'aurait aucun attrait pour les cinq millions de réfugiés. Sans compter qu'aucune aide internationale ne pourrait être octroyée à un pays sous régime communiste.

C'est pourquoi il est apparu urgent, tant aux Indiens (pourant traditionnellement et historiquement proches des Soviétiques depuis près de vingt-cinq ans) qu'aux Pakistanais, aux Américains et à l'Europe des Douze, qu'une consultation « démocratique » s'engage

sous forme « d'élection ». Mais des élections à la mode afghane, c'est-à-dire par voie orale, sous forme de témoignages recueillis par les grands commandants de la résistance et les grands chefs regroupés dans l'Alliance à Peshawar. Ils devront faire en quelque sorte qu'une majorité « orale » se dégage dans ce pays qui ne connaît pas (ou si peu) le bulletin de vote.

Désengagement symétrique

Un consensus pourrait alors se dégager sur une solution à laquelle le roi donnerait son aval avec l'accord des puissances concernées. Ce processus délicat peut prendre encore quelques mois. Le roi le sait : c'est la raison pour laquelle aujourd'hui il se tait, attendant son heure. Une heure qui passe par la réussite de la rencontre Schultz-Chevarnadze prévue à Moscou les 21-25 avril et dont la première tâche sera d'abord d'arrêter le principe symétrique de la suspension des aides respectives, tant à la résistance afghane qu'à celle du régime communiste de Kaboul.

Un premier pas difficile à négocier mais capital. Il est le prélude indispensable au désengagement soviétique de l'Afghanistan. Et au renouveau du processus de détente.

AFGHANISTAN

Zahir Shah: «La réconciliation ne se fera qu'avec la majorité des Afghans»

Au lendemain des accords de Genève, l'ex-roi d'Afghanistan en exil parle de la situation de son pays et évoque le rôle qu'il pourrait jouer après le départ des troupes soviétiques.

que le 16 avril 1988 que les responsables irakiens en décident la date. En partie, ce retard est dû au fait que la garde républicaine, pressentie pour l'assaut, s'est avérée moins entraînée que prévu et ses effectifs en nombre insuffisant. Alors, sous la pluie ou le soleil, de jour comme de nuit et pendant des mois d'affilée, la garde personnelle du président Saddam Hussein s'est entraînée à l'assaut sur un terrain choisi pour sa ressemblance avec la péninsule de Fao. Samedi 16 avril au soir. Toute l'artillerie irakienne basée sur le front sud entre en activité, répondant en écho aux pièces chargées sur l'ancienne plateforme pétrolière d'Ameeq, au large de la pointe de Bisrah. Même les chars montés au front en grand nombre, sont utilisés comme pièces fixes de tir car le terrain, de boue, de sel et d'eau, n'est guère propice à une bataille de mouvement. Dans la ville de Koweït, à 45 kilomètres de là, les vitres des immeubles ont tremblé pendant les 24 heures qu'a duré la terrible préparation d'artillerie. Dimanche, 318 sorties d'aviation, avions et hélicoptères, sont enregistrées sur tout le front.

Pour se protéger de cet enfer, nous l'avons constaté sur place, les Iraniens disposent de peu d'abris. Creuser profondément est difficile, à cause de l'eau qui affleure, et l'actuelle crue du Tigre menace constamment de submerger les casemates de défense et les trous individuels. La position est tout simplement intenable.

Entre les quelque 850 kilomètres carrés de terrain occupés par les troupes de Khomeiny et la rive orientale du Chatt-al-arab, les Iraniens avaient érigé quatre ponts. Un édifice en dur, construit dans le sud du cours d'eau, formé de pipe-lines recouverts de béton et trois assemblages flottants espacés plus au nord. Les Irakiens affirment que le pont en béton a été immédiatement détruit par leur aviation dans le but d'interdire toute retraite iranienne et prendre ainsi au piège la totalité des troupes cantonnées dans la péninsule.

Cette marque d'intransigeance a été démentie par d'autres sources irakiennes. Les trois ponts flottants n'ont pu remplir leur office. Endommagés avant ou pendant la bataille, ils n'ont été d'aucune utilité au repli iranien. En revanche, et contrairement à ce que les officiels irakiens affirment, le pont de pipe-lines n'a été bombardé qu'en phase terminale de l'engagement et sur ordre express de Bagdad, afin de laisser à l'ennemi les moyens de sa retraite et ne pas l'acculer à l'affrontement désespéré.

Cette possibilité de repli explique mieux l'absence de cadavres sur le terrain deux jours après la bataille. Contrairement aux déclarations des belligérants, qui parlent de «milliers de victimes», Fao a été enlevée grâce à la violence du barrage d'artillerie irakien et aux bombardements de son aviation. Non après une bataille de blindés, de fantassins, ou après d'après corps à corps. Terrassés par les milliers d'obus de tous calibres dont les étuis jonchaient encore le sol, écrasés par les bombes, les lignes de défense iraniennes n'ont pu résister efficacement à la marche pour la reconquête.

Le 7^e corps d'armée, arrivé par l'ouest et la garde républicaine, progressant à l'est avec la route centrale marquant le partage du dispositif, ne se sont pas heurtés à la résistance qu'ils craignaient. Technique militaire éprouvée, un jour et une nuit de bombardements intensifs en terrain plat ont raison de n'importe quel soldat. Lorsque la situation est désespérée, même un pasdaran peut songer au repli.

Sorj CHALANDON

L'ex-roi d'Afghanistan en exil s'est finalement décidé à rompre le silence. Pour la première fois depuis cinq ans, Zahir Shah parle de la situation de son pays au lendemain des accords de Genève entre les deux super Grands, sur le désengagement de l'armée rouge et évoque implicitement le rôle qu'il peut jouer dans l'avenir. Le roi reste en effet encore un symbole pour de nombreux Afghans. Selon un référendum effectué il y a quelques mois, 70 % des réfugiés afghans au Pakistan attendent son retour. Les États-Unis et l'URSS y sont eux aussi favorables. Mais le «recours» à Zahir Shah est pour l'instant rejeté par les partis les plus fondamentalistes de l'Alliance rebelle. Le Pakistan, qui a représenté les moudjahidin à Genève, reste pour sa part très réservé. Libération publie en exclusivité pour la France (avec *El País* pour l'Espagne, *The Independent* pour la Grande-Bretagne, le *New York Times* pour les États-Unis), une interview du roi. Il a choisi un journaliste qu'il connaît de longue date, Valerio Pellizzari, grand reporter du quotidien romain *Il Messaggero*. Un journaliste est celui de la ville où il vit dans une modeste maison de la banlieue, depuis le 16 juillet 1973, date de son renversement par un putsch organisé par son cousin Taoud, alors ministre de la Défense. Zahir Shah était alors en visite en Italie, il y est resté, bénéficiant de l'asile accordé par les autorités italiennes et vivant grâce aux aides de la maison royale saoudienne.

Après les accords de Genève, allez-vous rester à Kaboul ?

ZAHIR SHAH. — Le désir constant de revenir dans son propre pays est le sentiment naturel de chaque patriote afghan.

Le président Najibullah a répété encore ces derniers jours que vous pouvez jouer un rôle décisif dans le futur afghan.

Z. S. — Cette déclaration n'est pas nouvelle. Elle a été faite déjà par différentes personnes en plusieurs occasions.

Oui, mais vous, qu'est-ce que vous répondez ?

Z. S. — Le problème pour moi, n'est pas un quelconque partage du pouvoir ou une quelconque revendication personnelle, mais d'arriver à une solution politique acceptable par la majorité du peuple afghan.

Vous avez gardé longtemps le silence pendant votre exil et certains vous ont critiqué pour cela.

Z. S. — J'ai été toujours solidaire avec notre peuple dans sa lutte héroïque. Je me suis exprimé plusieurs fois en ce sens avec des contacts et des déclarations. Ces derniers temps, j'ai observé un silence de courte durée lié surtout aux négociations de Genève, je ne voulais pas créer des confusions ou des malentendus.

Comment devrait être le nouveau système politique en Afghanistan après le départ des troupes soviétiques ?

Z. S. — Le président Najibullah a laissé tomber la formule de la République démocratique de type socialiste et a



Zahir Shah. — Le désir constant de revenir dans son propre pays est le sentiment naturel de chaque patriote afghan.

offert la place de Premier ministre à un homme de la résistance. Le nouveau système dépendra avant tout de la décision du peuple afghan qui pourra se prononcer, au moment opportun, à travers la Loya Jirga — la grande Assemblée — qui est une institution traditionnelle de notre pays et qui représente l'instance suprême pour administrer les pouvoirs.

Qui devra convoquer la grande Assemblée ?

Z. S. — Elle devra être convoquée sur requête populaire, et c'est dans ce but qu'on travaille.

Le panorama politique afghan est assez partagé. Il y a des positions inconciliables entre les représentants mêmes de la guérilla.

Z. S. — Il faut trouver un mécanisme de représentativité et il y a trois ou quatre façons de le faire. Mais je répète, la requête doit avoir une origine populaire, et selon moi, cette exigence est déjà à l'œuvre.

Et même si je n'ai pas de fonction officielle, j'appuierai toute requête qui demande la convocation de la Loya Jirga.

Un des leaders de la résistance, Gulbuddin Hekmatyar, chef des intégristes musulmans, a affirmé que pour vous accueillir, il n'est pas resté un seul mètre carré de territoire afghan.

Z. S. — Ces propos ne me surprennent pas. Les déclarations d'une seule personne ne représentent pas la parole de tout un peuple.

Qui gouvernera l'Afghanistan devenu autonome après le départ de l'armée Rouge ?

Z. S. — Il faudra un gouvernement transitoire qui devra amener la stabilité dans le pays, organiser le retour des cinq millions de réfugiés qui représentent un tiers de la population totale, faire marcher l'économie, garantir la sécurité, et préparer un projet de constitution qui devra être soumis à l'approba-

tion de la Loya Jirga. Mais la grande Assemblée devra se tenir à l'intérieur du territoire afghan. A la fin, devra naître un régime démocratique, libre, pacifique et juste.

Vous ne prévoyez pas une date pour mettre en place ce gouvernement ?

Z. S. — Je dois répéter ce que j'ai déjà dit : aujourd'hui, ce n'est pas d'actualité de préparer un calendrier.

Il y a des histoires de trahisons, de marchandages, de commerces qui noircissent l'image de la guérilla. Quelles ont été les erreurs commises par les chefs de la résistance ?

Z. S. — Je ne pense pas que la guérilla ait commis des erreurs. Par contre, le monde entier peut aujourd'hui témoigner des grands succès obtenus pendant les longues années de lutte pour l'indépendance et la liberté au prix d'incroyables sacrifices et souffrances. J'espère que la guerre finie, la résistance gagnera aussi le défi de la reconstruction.

Quelle différence voyez-vous entre votre réconciliation nationale et celle prônée par Najibullah ?

Z. S. — La vraie réconciliation ne sera obtenue qu'à travers l'expression de la volonté de la majorité des Afghans. C'est la condition indispensable pour obtenir la complète indépendance, l'intégralité territoriale et le droit du peuple afghan à l'autodétermination. Et ceci sans aucune ingérence étrangère. Mais quand je parle d'indépendance, ça doit être une indépendance comme les Afghans la décident, comme nous l'entendons.

Les clans tribaux conserveront-ils donc le futur la même importance qu'a été la leur dans le passé ?

Z. S. — La structure de notre société a quelque chose de particulier. Elle a démontré son efficacité aussi dans la longue et pénible lutte de ces dernières années. Je pense que cette structure, modifiée peut-être par la situation nou-

velle, continuera à prévaloir sur les autres.

Pensez-vous que les relations entre Kaboul et Moscou, après le départ des Soviétiques, reviendront à la normalité comme il y a vingt, trente ans, à l'époque de votre règne ?

Z. S. — Je pense que l'Afghanistan, à cause justement de la position géographique qu'il occupe, continuera sa politique de neutralité et de non-alignement en gardant des relations de bon voisinage avec tous les pays de la région, y compris l'Union soviétique. Cette politique a été fondée toujours sur le principe de la réciprocité et de la non ingérence dans les affaires intérieures.

Les récentes discussions à Genève sur la ligne Durand qui divise l'Afghanistan et le Pakistan ont ravivé des malentendus avec le gouvernement d'Islamabad.

Z. S. — Entre les deux pays existe une fraternité islamique et les relations sont cordiales.

Beaucoup d'observateurs prévoient qu'après le départ des Soviétiques, à Kaboul, il y aura la guerre civile, un bain de sang.

Z. S. — Je ne crois pas à un bain de sang. Certes, il y aura des accidents et des affrontements, mais limités, localisés. Je dis ceci, même s'il est toujours difficile de faire des prévisions, surtout pour quelqu'un comme moi qui vit à l'étranger depuis seize ans. Mais je le répète, il ne devrait pas y avoir des ingérences étrangères, c'est la condition fondamentale. En Afghanistan, les gens sont fatigués de cette guerre. Je crois que cette guerre a appris une chose aussi aux Grands de la politique mondiale. On ne partage pas la paix, on ne peut pas la couper en morceaux distincts. Il ne peut pas y avoir une paix dans une région et ne pas y en avoir dans les régions voisines.

Propos recueillis
par Valerio PELLIZZARI

DES COUSSSES DE L'HISTOIRE

Confidentiel Magazine

Avril 1988

EN 1963, CERTAINS JOURNAUX ANNONÇAIENT QUE LE GÉNÉRAL DE GAULLE SOUHAITAIT QUE LE COMTE DE PARIS, LE CHEF DE LA MAISON ROYALE DE FRANCE, LUI SUCCEDE. VINGT-CINQ ANS APRES, LE MYSTÈRE PLANE TOUJOURS. CE QUI EST CERTAIN, C'EST QUE L'HOMME DU 18 JUIN 1940 ET LE COMTE S'ÉCRIVAIENT BEAUCOUP. NOUS PUBLIONS CERTAINES LETTRES DU GÉNÉRAL QUI PROUVENT QU'ENTRE LES DEUX HOMMES IL Y AVAIT DES RELATIONS PRIVILÉGIÉES.

Mangeot : P. Match



DE GAULLE ET LE COMTE DE PARIS

leur mystérieuse correspondance

« Noiret Blanc »
du 17 juillet 1963
publiait cette
couverture à
une époque où
certains affir-
maient que le
Général avait
fait du comte
son successeur.

FREDERIC DELPECH

Souvent interrogé sur ses liens avec le général de Gaulle, le président de la République française de 1962 à 1969 — et qu'il connaissait bien depuis le début des années 1950 — le comte de Paris a toujours reconnu que le chef de l'Etat avait songé à lui pour lui succéder d'abord comme président de la République puis comme roi de France si les Français s'étaient déclarés favorables à l'occasion d'un referendum organisé sept années plus tard... Les événements en ont jugé autrement. De Gaulle n'a pas pu imposer le comte de Paris à la tête de la Croix-Rouge comme il l'avait voulu dans un premier temps, ni faire avancer l'idée d'une succession royale. Pourquoi ?

Le Général avait-il vraiment songé à lui pour lui succéder ? »

Parce que cet avènement aurait arrêté en plein élan la course vers le pouvoir des « lieutenants » du général. Que s'est-il passé au juste ? Nul ne le sait ! De Gaulle a emmené son secret dans sa tombe. Mais vingt-cinq ans après, le mystère pèse toujours sur le rôle du comte de Paris auprès du « grand chêne ». Certains contestent toute influence de l'héritier des quarante rois qui ont fait la France. D'autres, comme Olivier Guichard, ou encore le général Alain de Boissieu (gendre du général) — qui appartient à la Fondation Saint-Louis que dirige le comte de Paris —, sont là pour témoigner des relations privilégiées entre les deux hommes. Un demi-siècle plus tard, il reste des lettres extraordinaires écrites de la main du général de Gaulle, conservées par le comte de Paris et publiées partiellement dans ses « Mémoires d'exil et de combat » (Atelier Marcel Jullian-1979). On a du mal à imaginer que le général de Gaulle ait pu être l'auteur de paroles aussi démonstratives de ses sentiments monarchistes.

« Je sais quelle joie vous cause ce mariage. C'est là pour chaque Français une raison de s'en réjouir. Mais aussi, Monseigneur, parce que la vie de votre Famille s'identifie à notre Histoire, parce que ce qui vient de vous dans le présent est exemplaire pour le pays, parce que votre avenir, celui du prince Henri, celui des vôtres, sont intégrés aux espérances de la France, je salue l'événement



DECEMBRE 1968 :
« Monseigneur, la fonction de l'Etat consiste tout à la fois à assurer le succès de l'ordre sur l'anarchie et à réformer ce qui n'est plus conforme aux exigences de l'Etat. »

Monseigneur,
Autant que jamais, c'est en
profonde inquiétude et en pleine
détresse que je vous adresse
ce Courrier de Paris vers
Nord et Sud, et que je vous
présente les autres de votre
famille.

Comme vous en avez vu,
Monseigneur, 196

Je vous prie de
plus dévouée.

Monseigneur,

Autant que jamais, c'est en profonde sincérité et fidèle dévouement que je vous adresse et vous prie de transmettre à Madame la Comtesse de Paris mes vœux de nouvelle année auxquels ma femme demande de joindre ses propres souhaits. Comme vous avez bien voulu me l'écrire, Monseigneur, 1968 pèse lourd sur la France. Ainsi que cela lui est arrivé maintes fois à mesure que nos Rois l'ont fait et dans les temps qui ont suivi, la fonction de l'Etat consiste tout à la fois à assurer le succès de l'ordre sur l'anarchie et à réformer ce qui n'est plus conforme aux exigences de l'époque. Faute, parfois, qu'il l'ait remplie, le malheur certain s'est installé. Mais parce qu'il a su, souvent, s'en acquitter, la nation a pu survivre. Laissez-moi vous dire, Monseigneur, que cette permanente leçon est à mes yeux impérative. En espérant que Madame la Comtesse de Paris voudra bien accepter mes très respectueux hommages, je vous prie d'agréer, Monseigneur, l'expression de ma considération la plus haute et la plus dévouée.

31 DECEMBRE 1968

Charles de Gaulle

que Dieu va bénir comme un grand événement national », écrit le général pour le mariage du dauphin Henri avec la duchesse Marie-Thérèse de Wurtemberg en juillet 1957.

On trouve parfois des propos surprenants, « Vous, vous êtes éternel. Moi, je suis l'homme qui passe. » ou encore, « Je vous remercie de vos précieux encouragements, un tel témoignage vaut plus que tous les suffrages » ! A l'Elysée, le 17 juin 1960, le discours ressemble étrangement à un plaidoyer monarchiste : « Je sais Monsieur, combien votre action est utile, combien elle est pénétrante. Encore aujourd'hui je la perçois et la mesure. Vous êtes un recours possible.... Je crois profondément en la valeur de la monarchie... Ce qu'il faut faire, c'est un roi et pas autre chose. J'incarne le pouvoir, je crois que de ce fait, je rends service à

cette idée. Mais si j'incarne le pouvoir, je n'incarne pas un principe. Soyez en assuré... »

Le général de Gaulle en était tellement convaincu qu'il savait au

DECEMBRE 1969 :

« Vous, Monseigneur, demeurez intact, clairvoyant et permanent, comme l'est, et doit le rester pour la France, ce que vous personifiez de suprême dans son destin. »



Gamma

Monseigneur,

27 DECEMBRE 1969

Permettez-moi de vous dire les vœux que je forme, pour l'année qui va commencer, à votre intention, à celle de Madame la Comtesse de Paris, à celle de tous les vôtres et auxquels ma femme joint ses propres souhaits, sont aussi profondément sincères que possible. Pour l'histoire mieux encore sans doute que pour les contemporains, 1969 aura, entre beaucoup de choses, montré d'abord, Monseigneur, avec quelle hauteur de vue et quelle vérité de jugement vous avez considéré les hommes et les événements. Je voudrais vous répéter de quel prix incomparable ont été pour moi, au long de ma mission nationale, votre approbation et votre soutien. En ce qui me concerne, le terme est venu. Vous, Monseigneur, demeurez intact, clairvoyant et permanent, comme l'est, et doit le rester, pour la France, ce que vous personnifiez de suprême dans son destin.

En espérant que Madame la Comtesse de Paris voudra bien agréer mes hommages les plus respectueux, je vous prie d'accepter, Monseigneur, l'assurance de mon fidèle dévouement.

Charles De Gaulle

moment de partir en 1969, que son règne n'avait été qu'un moment de l'histoire de France, tandis qu'à ses yeux le comte de Paris incarnait cette histoire toute entière. Cette conviction valut au comte de Paris, un dernier hommage du général le 27 décembre 1969, moins d'un an avant sa mort : « En ce qui me concerne, le terme est venu. Vous, Monseigneur, demeurez intact, clairvoyant et permanent, comme l'est, et doit le rester, pour la France, ce que vous personnifiez de suprême dans son destin ». Dans ses Mémoires, le comte de Paris conclut, « Le 9 novembre, il a ouvert. Notre long dialogue sur la France avait pris fin. Celui que j'ai, de naissance et de conviction, engagé avec les Français ne s'éteindra qu'avec moi. » □

Le Général de Gaulle et le comte de Paris s'écrivaient très souvent. « Vous êtes un recours possible, je crois profondément en la valeur de la Monarchie... » n'hésitait pas à préciser le chef de l'Etat dans l'une de ses lettres. Cette phrase était assez significa-

Monseigneur,
Paroissier, moi de V. de la S. S.
Le saint que je fume, par s'écarter je m'
amuse, à votre attention, à celle de
Madame la Comtesse de Lamoignon, à celle de
son la Voté, - et au regard de son femme
par sa figure sainte, - sans avoir
peut-être aucun que sainte.
Son attention, moi aussi sans doute
sur son la sainte.

A la mémoire d'un juste

L'ex-doyen de la faculté de Kaboul, Sayd Majrouh, a été assassiné à Peshawar. Bernard Kouchner, président de Médecins du Monde, lui rend hommage.

Jeudi 11 février, à 18h30, à l'heure où son assistant sortait régulièrement, une Jeep blanche s'est arrêtée devant le petit pavillon de la cité universitaire de Peshawar. Les quatre hommes qui sont descendus de la voiture ont sonné, l'ancien doyen de la faculté de Kaboul a ouvert sa porte et la décharge des quatre Kalachnikov, déchiquetant sa poitrine, a mis fin à la vie de l'intellectuel le plus représentatif de la résistance afghane.

Les fondamentalistes, ou les agents soviétiques, les uns faisant le jeu des autres, n'ont pas laissé une chance à l'homme qui maniait le verbe philosophique et l'idée de démocratie. Je te salue mon frère Sayd Bahouddin Majrouh, tu es la plus belle figure de cet Afghanistan douteux et incertain qui héritera demain des combats internes qui s'annoncent. C'est un moment de rage au cœur et de goût de cendre entre les dents serrées.

Les fins de révolutions et les guerres qui s'achèvent connaissent toutes des règlements de comptes. Les batailles pour le pouvoir ont commencé parmi les moudjahidin dans l'année de la guerre qui s'achève par la retraite supposée des armées rouges. Pourquoi s'indigner de cet assassinat de Bahouddin Majrouh, l'ancien doyen de Kaboul, le professeur de philosophie, le poète boiteux et joyeux? Parce qu'il est particulièrement répugnant, domageable, symbolique et porteur de malheur pour

le peuple afghan. Et qu'il me fait une peine affreuse.

C'était un notable et le fleuron d'une noble famille. Les hommes de sa caste, majoritairement, avaient fui à l'étranger. Personne ne l'obligeait à rester à Peshawar, au sein de la résistance, pour défendre ses idées de démocratie et de culture et son pays envahi. Il est resté, il n'a pas mis son drapeau dans sa poche. Jamais. Il a été assassiné par les tenants des forces obscures et conjuguées de l'extrémisme islamique et d'un communisme à la dérive: dernière preuve de lâcheté, épisode d'une débâcle, triomphe du sectarisme, défaite de l'esprit.

Il me disait en novembre, à Paris: *« Je resterai jusqu'au départ du dernier soldat soviétique, j'aurai ainsi aidé mon pays jusqu'au bout et puis je partirai, je suis fatigué et je sais que dans l'Afghanistan enfin libre il n'y aura plus jamais de place pour moi: je n'enseignerai plus Platon à l'université de Kaboul. Vous ne savez pas ce que c'est que la soif de culture et d'ouverture sur le monde de la pensée. »* C'était chez moi, à Paris, André Glucksmann était des nôtres. Ils parlèrent de philosophie. Mon ami me supplia de lui laisser emporter le *Descartes c'est la France*.

Salut à toi, Bahouddin.

A Peshawar, en décembre, je n'ai pas eu le temps de m'entretenir assez longuement avec l'ancien doyen de la faculté de Kaboul. Je sortais d'Afghanis-

tan, sombre. Les moudjahidin avaient vaincu les armées d'invasion soviétiques, mais d'autres combats fratricides se préparaient qui opposeraient l'ombre à la lumière, mes amis, les résistants libéraux, aux fondamentalistes. Bahouddin me confia qu'il se sentait menacé. animateur de l'Afghan Information Center, éditeur d'un bulletin mensuel de la résistance, il avait organisé un sondage sérieux dans les camps de réfugiés. Pour plus de 80% d'entre eux, le roi Zaher Shah, exilé à Rome, était le meilleur choix pour diriger un gouvernement de transition dans un Afghanistan débarrassé des Soviétiques.

Ces résultats ne plaisaient pas aux représentants de l'Islam extrême qui souhaitent construire un Etat théocratique: Je rassurais mon ami solitaire et digne qui partit dans sa petite voiture japonaise vers son logement de vieil étudiant, dans les murs de l'université de Peshawar, en me disant combien la lecture de *Descartes c'est la France* l'avait réjoui. Des salauds de sauvages ont tué mon ami.

C'est un arrêt de mort pour la pensée honnête, c'est la pire des confirmations: demain, en Afghanistan, il y aura des deuils qui ne viendront pas de l'ennemi soviétique mais d'un obscurantisme que je crains pire encore et que renie le véritable Islam.

Bernard KOUCHNER

Tel: Johanna Ysenberg, Médecins du Monde, 43577070

LAOS

Les lecteurs du «Lys Rouge» n°37 ont été très intéressés par l'article du Bangkok Post consacré au destin tragique de la Famille royale laotienne. Nous nous employons toujours à secouer la chape de silence sur ce crime honteusement négligé par les médias français.

Notre confrère Philippe Delorme a réalisé une étude sur l'histoire de ce royaume d'extrême-orient et de son dernier souverain, le roi Savang Vatthana dans le n° du mois de mai du magazine «Historia». Nous vous invitons à vous y reporter.

N'hésitez pas à écrire, comme vous l'avez fait à notre égard, vos réactions, vos félicitations et vos critiques à tous les journaux qui auraient le courage d'aborder cet événement.

ENQUETE SUR LE LYS ROUGE

Plusieurs fois, dans ces colonnes nous avons fait allusion à notre ancêtre, le «Lys Rouge» de Jean-Marc Bourquin. Ce dernier se présenta aux élections en 1945 dans le 2ème secteur de Paris sur une liste d'union monarchiste.

Plusieurs ouvrages d'histoire mentionnent cet éphémère mouvement. Jamais sous le même nom, ni à la même date, ni pour la même élection...

Nous avons demandé à l'historien Philippe Vilgier («Les droites dans la rue», «Paris by right») de se pencher sur la question. Tâche ardue!

Si par hasard - miracle - un de nos amis avait quelque document que ce soit sur cette période, concernant le Mouvement Socialistes Monarchique, et sur les personnes cités par Henry Coston à cet article de son dictionnaire, merci de nous faire parvenir témoignage, ou photocopie (Salomon-Albert Malebranche, Désiré Barnoin, Raymond des Essards, Jacques Danos, Emile de Taxis, Jean Moussour, Robert Linand de Bellefonds, Jacques Porre, Léon de Parny, Michel Surre-Calvet, Léon Bergeon).

M. François MITTERAND et Madame

Henri Comte de Clermont

M. Valéry GISCARD D'ESTAING

M. Laurent FABIOUS

M. POHER

M. CHABAN DELMAS

M. ROSSINOT et Madame

M. CARIGNON

M. PETRIAT (G.M.F.)

M. DOUBIN (Renault)

M. LIGNAC (P.D.G. Est Républicain)

Conseil Constitutionnel : MM. JOXE, FABRE, MOLEVILLE

M. MATTEOLI, Président du C.E.S.

M. BERGELIN

M. HERSANT

M. Pierre André WILZER du Cabinet de M. BARRE (Député)

M. BALLADUR

M. PASQUA

M. MONORY

M. SANTINI

M. GALLAND

M. CHALANDON

M. BARIANI et Madame

Mme ALLIOT-MARIE

Mme SEGUIN

M. MESMER

Feuille distribuée aux journalistes par le Protocole lors de la cérémonie religieuse
aux Invalides pour les funérailles d'Edgar Faure.

ENQUETE SUR
LE LYS ROUGE
(suite)

En lisant le livre de Jean-Pierre Bayard sur « L'occultisme » (Ed. du Borrego, 1984), Patrick Louis tombe sur le paragraphe ci-contre (page 140). Quel est ce « Lys Rouge » là ? Quelqu'un sait-il quelque chose ? Et peut-il nous le dire ?

RANDOLPH ET CROWLEY

Cette intéressante mise au point faite par Stanislas de Guaita nous mène à un autre « traité de magie sexuelle » *Magia Sexualis* publié en France en 1931 au « Lys Rouge » par Paschal Beverly Randolph, réédition du livre paru à Boston en 1872 ¹⁰⁵, c'est-à-dire vingt cinq ans avant celui de Guaita.

Inventaire de la presse royaliste de 1971 à nos jours

En 1980, Patrick Louis a soutenu, devant un jury présidé par le professeur Fred Kupferman de l'Université de Droit de Paris, un mémoire de D.E.A. consacré à «La presse royaliste en France de 1971 à nos jours».

Ce mémoire reflétait l'extrême foisonnement, pour ne pas dire la pagaille que connaissait alors la presse royaliste. Qu'on se rappelle en effet que la Restauration Nationale avait perdu en 1972, la majeure partie de ses fédérations - celles qui n'avaient pas participé l'année précédente à la fondation de la N.A.F. - et que cela avait donné naissance à une informe «Fédération des Unions Royalistes Régionales d'Action Française», ou «de France»: «FURRAF» ou «FURF»... Chaque section de cette «union» avait sa presse. Un peu plus tard une scission de la N.A.F., sous le nom de «Copcor», puis de M.R.F. multiplia également les entreprises de presse plus ou moins éphémères.

De cette histoire cahotique, où la dureté des affrontements d'idées et de personnes, la démesure des ambitions et la profondeur des désillusions ont assommé une bonne partie des militants qui ont aujourd'hui entre

30 et 40 ans, créant des ruptures sociologiques dans le recrutement, il reste des traces de papier.

Aujourd'hui les choses se sont apaisées. Peut-être est-il temps de jeter à nouveau un coup d'œil sur «La presse royaliste en France de 1971 à nos jours»? Pour cela nous emploierons une méthode extrêmement simple: la consultation des boîtes archives de la N.A.R. consacrées à la presse royaliste non-naristes. Cela permettra de faire le décompte des journaux existant encore et de préparer, peut-être un nouveau travail universitaire.

Bien entendu nous parlons, sous le contrôle de ceux de nos lecteurs qui seraient en mesure d'apporter une quelconque rectification, ou un complément, à ce travail par définition incomplet car certains journaux ne nous sont jamais parvenus, ou bien, plus rarement, ont pu être perdus. Surtout que, nous manquons de temps - voire d'enthousiasme - pour éplucher soigneusement cette documentation un peu poussiéreuse. Donc nous ne vous promettons pas une grande étude systématique d'un coup, mais, dans les prochains n° du «Lys Rouge», quelques sondages. Ils

seront instructifs pour la plupart de nos amis qui soit ont oublié toute cette presse «underground», soit, plus radicalement, n'en ont même jamais soupçonné l'existence, ignorance pour laquelle ils ont bien des circonstances atténuantes, à commencer par la diffusion ultra-confidentielle des journaux que nous avons ainsi précieusement archivés, en attendant qu'un déménagement, un incendie, ou un vol ne nous en débarrasse...

23 boîtes-archives sur un rayonnage métallique. Consultons les étiquettes.

- 2 boîtes («Ordre Provençal» - «Je suis Français» 1971 - 1981) («Je suis Français 1981 - 1986)
- 3 boîtes «R.N.» (1: «Aspects» - 2: Divers - 3: «Avant-garde, France debout, Feu-Follet»)
- 1 boîte «Copcor - MRF 1975 - 1983»
- 1 boîte «Grenoble»
- 1 boîte «Revue royaliste - Place royale 1978»
- 1 boîte «Courrier royaliste»
- 1 boîte «FURF»
- 1 boîte «Union Nle du Midi - Chronique dauphinoise - Lorraine royaliste»

- 1 boîte «CLAR»
- 1 boîte «Légiste» «Cercle d'Aguesseau»
- 1 boîte «Alliance Royale»
- 2 boîtes «Dynastie»
- 1 boîte «Denis Mourgues - Savoir»
- 1 boîte «IMB - Science Historique - divers alfonssistes»
- 1 boîte «La légitimité»
- 2 boîtes «Dynastie»
- 2 boîtes «Découvertes»

Et maintenant ouvrons les deux premières de ces boîtes :

ORDRE PROVENÇAL - JE SUIS FRANÇAIS

L'Ordre Provençal se disait le «doyen de la presse d'Action Française». Fondé en 1924, il avait en effet échappé aux interdictions de la Libération. Le premier exemplaire de notre collection est daté de novembre 1971 et ne porte pas de n°. Imprimé en noir sur 6 pages (23 cm x 32 cm) il est simplement tapé à la machine à écrire. C'est alors l'organe d'une section de la Restauration nationale: l'Union Royaliste Provençale. Un numéro de décembre 1971, un peu mieux présenté (il est composé) ne porte toujours pas de n°. Enfin en janvier 1972 paraît un n°1 intitulé «pour une presse régionale royaliste». La présentation de l'Ordre Provençal ne va pas cesser de s'améliorer au fur et à mesure que les liens avec la Restauration Nationale vont se détériorer.

Il est difficile de résumer cette histoire. Disons simplement que la scission de la Nouvelle Action Française au printemps 1971 n'avait pas été approuvée par les dirigeants de l'URP - très conservateurs pour ne pas dire

plus sur le plan politique - mais qu'ils avaient été sensibles aux accusations d'incompétence technique portée à l'encontre du secrétaire général de la R.N., Pierre Juhel. Il était en effet patent que, par autocratie, esprit brouillon, ignorance des principes élémentaires de la gestion des biens et de la direction des hommes, la R.N. avait gâché plusieurs fois ses chances supposées d'organiser un puissant courant de jeunesse dans les années précédentes.

Les provinciaux venaient d'imposer des réformes de structures. Un président du Comité Directeur, le docteur Guy Rérolle, de Dijon, avait été élu. Il commençait une tournée des sections de province. Pierre Juhel et Pierre Pujo lui mettaient le maximum de bâtons dans les roues, exaspérant ceux qui croyaient à un renouveau de la R.N. Finalement la rupture fut consacrée entre les provinciaux et les Parisiens qui restaient maîtres (en toute illégalité interne) d'«Aspects de la France» et des locaux (et donc de l'avenir). Avec le n°6 de l'Ordre Provençal, la rupture est annoncée officiellement par un communiqué daté du 5 juin 1972.

Le journal est alors imprimé sur papier couché, avec une grande une (N°5 sur le rassemblement de Montmajour, ou un éditorial mastoc en première page. 8 pages 25 cm x 33 cm. La présentation fait souvent penser à l'hebdo de la Nouvelle Action Française. Ce sera d'ailleurs une constante de l'équipe de Marseille de reprendre illustrations et idées aux amis de Renouvin tout au long des années qui suivront.

En juin 1973, pour la préparation du rassemblement des



LA DEMOCRATIE
POUR L'ESPAGNE:
C'EST LE CHAOS !

Beaux, l'Ordre Provençal sera quotidien pendant 15 jours. De quoi faire fantasmer les militants (mais les articles étaient écrits et imprimés à l'avance...)

A partir de 1974, un cartouche rouge «L'Ordre Provençal - Tribune d'Action Française» fait son apparition, puis le format devient celui d'un tabloïd.

En février 1975, changement de formule: le format revient au 21 x 29,7 mais sur 16 pages, la couverture comporte un cartouche rouge modernisé, la mention «Tribune d'Action Française» disparaît, la fleur de lys est très stylisée. Le contenu s'étoffe: analyses politiques parfois proches de celle de la N.A.F., anticommunisme virulent, antigiscardisme non moins fort, accent mis sur le régionalisme, pages culturelles d'un niveau souvent correct. Cette formule durera jusqu'en 1977 sur un rythme à peu près mensuel 7-8 n° par an.

Après le rassemblement des Beaux de 77 est lancé un journal d'ambition nationale: «Je suis Français, mensuel d'Action Française». Il se dit «éditions groupées de «Action-Sud» (Drôme-Ardèche), «Aspects du Nationalisme» (Midi-Pyrénées), «L'Ordre provençal» (Pro-

vence-Côte d'Azur). De plus des bureaux parisiens sont annoncés au 5, rue des Colonels Renards 75017 avec un téléphone (il ne répondait jamais).

C'est une modernisation de la formule précédente - papier offset bien blanc, couleur d'accompagnement rouge, format 22 x 31 cm (les n°20 à 29 sont plus petits) - avec les mêmes sujets d'intérêt (Pierre Debray y donne de longs articles de doctrine, Pinatel offre quelques caricatures, bientôt de nombreuses personnalités (parfois les mêmes que celles approchées par la N.A.F.) y seront interviewées.

Les illustrations des couvertures, bien que repiquées sans vergogne dans d'autres journaux, la couleur rouge font, selon Patrick Louis en 1980, de ce journal celui qui a le plus l'aspect d'un magazine de toute la presse royaliste. Les à-peu-près de la maquette, les articles platras, l'impression parfois défectueuse démentent un peu cette affirmation.



Le comité de rédaction annoncé comprend A. Dusol, J.L. Hueber, G. Pol, P. Bécat, J. de Bérail, P. Bertrand, P. Builly, P.

Debray, J.P. Hollender, M. Lafitte, D. Larouman, Ph. Legrand, P. Martin, J.-Ch. Masson, P. de Meuse, R. Oberdorff, M. Perchon, J. Ploncard d'Assac, Ch. Perroux, B. Sabran, Ch. St-Prot, J. Sevilla, R. Schwerer, R. Vercken, G.-P. Wagner, J. Davin. Les maîtres d'œuvre en sont en fait P. Builly et J. Davin.



LA LIBERTÉ
C'EST L'EUROPE
FRANÇAISE

En 1979 la rubrique Mouvement est intitulée «Le Mouvement Royaliste Français» et annonce un certain nombre de sections de la FURF (Montpellier, Toulouse, Angoulême, Valence, Nancy, Paris (URIF, 16, rue de Laghouat 75018 Paris), Angers, Nantes). Signe d'une affiliation bien lâche au fantomatique M.R.F.. En mars 1980 le succès du «Carrefour royaliste» de ce même M.R.F. à Paris est proclamé: «les forums (Presse et éditions royalistes, action royaliste en milieu étudiant, le royalisme en région parisienne) les débats (création du M.R.F., identité, réalisations et objectifs)...» sont, selon J.-A. M. (pseudonyme de Fabrice O'Driscoll), le signe d'une «unité de pensée».

A partir de 1981 l'antisocialisme devient un élément fon-

damental de la revue. Puis des thèmes plus dangereux apparaissent (n°67 d'octobre 1983: «Les immigrés ? France d'abord !» avec un article de Christian Perroux en page 6: «La France aux Français, de Drumont à André Figuières», dont la photo d'illustration est légendée «la France n'a pas besoin de grévistes». Il y a bien longtemps à ce moment que le mouvement de Bertrand Renouvin (dont l'URP avait soutenu la candidature aux présidentielles de 1974) n'exerce plus aucun attrait sur l'URP.

D'ailleurs le n° 46 d'octobre 1981 a publié le communiqué indiquant qu l'A.F. s'était réunifiée: Le comité directeur de l'Action française, présidé par Pierre Pujo est maintenant composé, est-il dit, de Jean de Beauregard, Jacques Bentegat, Vincent Cordonnier, François Davin, Roger Joseph, François Léger, Manuel de mello, Xavier de Mello, Antoine Murat, François Natter, Gérard Pol, Jean Sevilla, Guy Steinbach.

Le n°89 annonçait aux lecteurs une transformation de «Je suis Français», «né au sein d'un Action française divisée» en revue trimestrielle «chargée de constituer une collection de textes et d'études de référence, utiles à la réflexion de l'Action Française». Un cahier central où Pierre Debray se répète pour la millième fois en tout petits caractères donne une idée du projet. Mais après un n° 91 spécial sur les Beaux, ce journal semble avoir définitivement disparu.

(à suivre)